



Le RJ de Bombardier Delta achète 20 RJ au prix de 340 millions

Laurier Cloutier

SkyWest, une filiale de Delta, a conclu hier l'achat de 20 réacteurs Regional Jet (RJ) de Bombardier-Canadair, dont dix en options, au prix de 340 millions de dollars américains.

La veille, Air Canada commandait 24 RJ et prenait des options sur 24 autres, pour un total de 48 d'une valeur de plus d'un milliard CAN.

Delta se chargera du financement de son acquisition mais Bombardier est convenu de régler celui d'Air Canada, sous forme de crédit bail. Le fabricant montréalais, avec 34 000 employés et de 4,4 milliards de ventes, envisage toujours divers scénarios à cet effet.

Les premiers RJ, des avions à deux moteurs pouvant accueillir 50 passagers, seront livrés à SkyWest en janvier prochain et à Air Canada, en mai.

Le groupe Bombardier-Canadair porte ainsi en deux jours son carnet à 46 commandes fermes auxquelles s'ajoutent 46 options et des lettres d'intention pour 92 autres appareils.

Malgré cela, Canadair maintiendra sa cadence de production de deux RJ par mois, déclare la porte-parole Catherine Chase.

Canadair a déjà porté son effectif de 6500 à 8000 personnes l'an dernier et a doublé la capacité de production de son usine de Dorval, d'où ne sortaient auparavant que deux réacteurs d'affaires Challenger par mois. On y montera aussi bientôt les bombardiers d'eau CF-415 au rythme de sept par année. L'usine de Saint-Laurent produit de son côté les composantes, en plus de réaliser une partie de l'assemblage, alors que la filiale ontarienne de Havilland s'occupe de l'aménagement intérieur des cabines.

Catherine Chase souligne que Canadair a senti le vent tourner pour le RJ avant le salon du Bourget, de Paris, au début de l'été. Les négociations se poursuivent avec d'autres acheteurs et la cadence de production pourrait s'accroître après la signature de nouveaux contrats.

SkyWest, un des quatre transporteurs affiliés de Delta, vole à partir de Salt Lake City et de Los Angeles. Comair, un autre affilié de Delta, a déjà commandé l'an dernier des RJ, tout comme Lufthansa CityLine, filiale du transporteur national d'Allemagne.

Le taux d'escompte grimpe de 47 centièmes

Maurice Jannard
Ottawa

La bonne tenue relative du dollar canadien au cours des deux derniers jours a sauvé les entreprises et les consommateurs canadiens d'une forte augmentation des taux d'intérêt. C'est ainsi que la Banque du Canada n'a haussé hier le taux d'escompte que de 47 centièmes pour le porter à 4,67 p. cent.

L'augmentation du taux directeur de la banque centrale a permis à la devise canadienne de connaître une journée plutôt calme sur les places financières; celle-ci a clôturé à 76,10 cents américains, ce qui représente un léger recul de trois centièmes seulement par rapport à la veille.

«La hausse du taux d'escompte est plus modeste que ce que nous aurions pu craindre au début de la semaine», a déclaré à *La Presse* M. Richard Beaulieu, vice-pré-

dent à la trésorerie de la Banque Laurentienne. Ce dernier souligne que le comportement du huard mercredi et jeudi derniers laissait présager une augmentation du taux bancaire de l'ordre de 90 centièmes, ce qui aurait pu avoir un effet négatif sur les autres taux du marché comme les taux hypothécaires.

«Mais, on ne peut pas dire que le dollar se porte bien, d'ajouter M. Beaulieu. Il n'y a pas beaucoup d'enthousiasme sur notre devise. On a réussi à stabiliser la chute.»

Celui-ci ne prévoit pas d'augmentation dans les taux administrés par les institutions financières tels le taux préférentiel et le taux des hypothèques. Puisque le taux préférentiel se situe à 5,75 p. cent, l'écart est de 108 centièmes avec le taux d'escompte, ce qui est dans la fourchette habituelle. Cet avis est partagé par d'autres spécialistes.

M. Marc Durocher, le vice-pré-

sident à la trésorerie du Montréal Trust, croit que l'économie continuera d'afficher des signes de faiblesse et il cite comme exemple la valeur des permis de construction qui a diminué de 9 p. cent en juin par rapport au mois précédent.

C'est sans doute pour cette raison, précise ce dernier, que la banque centrale s'inquiète moins de l'évolution de la devise canadienne. «La Banque du Canada intervient c'est sûr, mais elle n'est pas trop nerveuse devant un dollar qui faiblit.»

Les analystes s'entendent pour dire que le huard continue d'être vulnérable. «Si le dollar poursuit son déclin, la banque centrale devra procéder à une autre augmentation du taux d'escompte la semaine prochaine», explique M. Durocher.

Écart
De son côté, M. Paul Robillard, vice-président à la trésorerie de la Fiducie Desjardins, explique la

relative stabilité du huard par le fait que dans la nuit de lundi à mardi des investisseurs européens et asiatiques ont manifesté de l'intérêt pour les titres canadiens et qu'ils ont acheté des obligations.

Celui-ci fait d'ailleurs une mise en garde. «Les événements des derniers jours sur le dollar canadien constituent un signal, un avertissement qu'on ne peut rétrécir l'écart entre les titres américains et canadiens impunément, surtout à la veille d'une élection fédérale.»

Par contre, dans les titres à long terme l'écart est beaucoup plus élevé, supérieur à 130 centièmes.

La Banque du Canada signale dans sa revue de l'été 1993, revue publique hier, que cet écart est nettement plus élevé que le niveau enregistré l'automne dernier.

Dans leur commentaire de l'évolution économique et finan-

cière récente, les autorités de la Banque du Canada affirment: «Le taux d'intérêt à plus long terme ont également reculé au cours des derniers mois, mais ils restent néanmoins élevés, ce qui est décevant.»

Les dirigeants de la banque centrale en attribuent la cause aux déficits publics. «Le taux des obligations à long terme du gouvernement canadien avoisine les 8 p. cent, ce qui reflète dans une certaine mesure les primes élevées qu'exigent les investisseurs en raison des préoccupations que suscite la taille des déficits et de la dette du secteur public.»

Toutefois, les investisseurs internationaux pourront réaliser que l'inflation au Canada est inférieure à celle des États-Unis et que cette situation risque de durer encore longtemps, ce qui pourrait amener une détente sur les taux à long terme, espèrent les analystes.

Un succès commercial et une histoire financière assez unique au Canada



Valérie Beauregard

Connaissez-vous la Quincaillerie Richelieu? Contrairement à ce que son nom peut laisser croire, Richelieu n'est pas un commerce de détail mais un distributeur d'accessoires pour mobilier et armoires de cuisine. Quatre-vingt-quinze p. cent des Québécois ont, à leur insu, ses produits dans leur cuisine. Après de belles années de croissance, Richelieu vient d'être cotée à la Bourse de Montréal. Derrière cet appel public à l'épargne se cache une transaction financière qui sort de l'ordinaire.

La banque d'affaires Schroders qui était l'actionnaire majoritaire de l'entreprise de Dorval depuis 1987 a jugé, après avoir assis les bases du distributeur à travers le Canada et avoir plus que doublé les ventes, qu'il était temps de reprendre ses billes.

Le mois dernier, 4,3 millions d'unités ont été offertes au public investisseur. Chaque unité vendue 9 \$ se compose d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription d'actions ordinaires. Les produits de l'émission serviront à payer Schroders en entier.

Le marché a été emballé par cette société qui présente un sain bilan financier, même en sortie de récession. Depuis 1988, le chiffre d'affaires de Richelieu ont affiché une croissance au taux annuel composé d'environ 19 p. cent tandis que les bénéfices nets progressaient à un rythme de 38 p. cent. «Il est de plus en plus difficile de trouver de belles compagnies de cette allure-là», déclare Mme Linda Lachance, analyste financier chez Marleau, Lemire.

Aussi curieusement que cela puisse paraître, Richelieu est un des premiers *reverse leveraged buyout* ou *reverse LBO* au Canada. Cette expression du jargon financier se définit comme une acquisition par endettement inversée. En somme, cela signifie que l'investisseur financier, Schroders, réalise son placement après un investissement de sept ans. On dit par car d'ici deux ans, une fois tous les bons exercés, Schroders aura vendu toutes ses actions. Chaque bon de souscription donne le droit d'acquies une action ordinaire au prix de 9,25 \$ au plus tard le 28 juillet 1993.

C'est le type de transaction qu'espérait faire la banque d'affaires new-yorkaise Blackstone avec son placement dans Univa (Proviso). Blackstone proposait cet hiver de fermer le capital de la chaîne d'alimentation québécoise et projetait de réinscrire la cote d'Univa à la Bourse quelques années plus tard.

Les vrais *reverse LBO*, où l'investisseur financier se départit de toutes ses actions, sont très rares au Canada mais fréquents aux E.-U. Selon M. David Clifford, vice-président et administrateur, service du financement des sociétés de la maison de courtage Wood Gundy, «il s'agit d'une des premières, sinon de la première transaction de *reverse LBO* effectuée sur le marché canadien». Wood Gundy était le chef de file de l'émission.

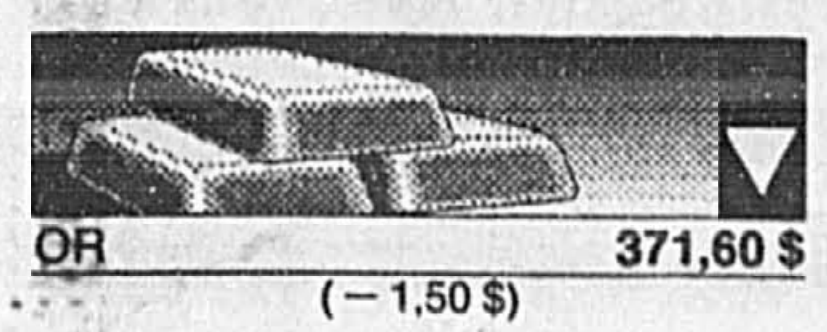
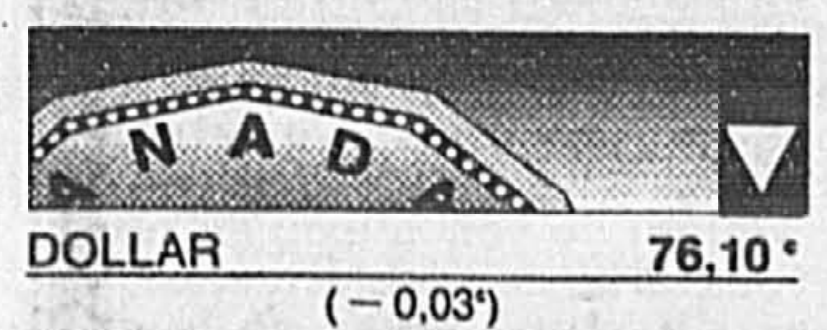
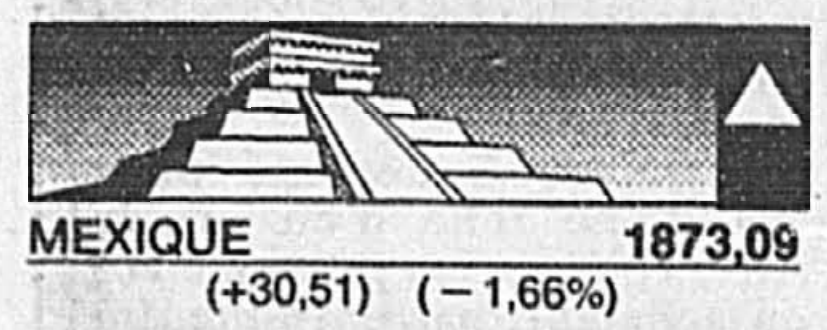
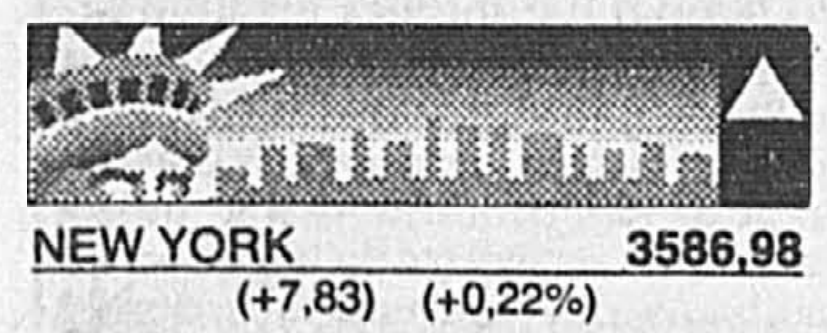
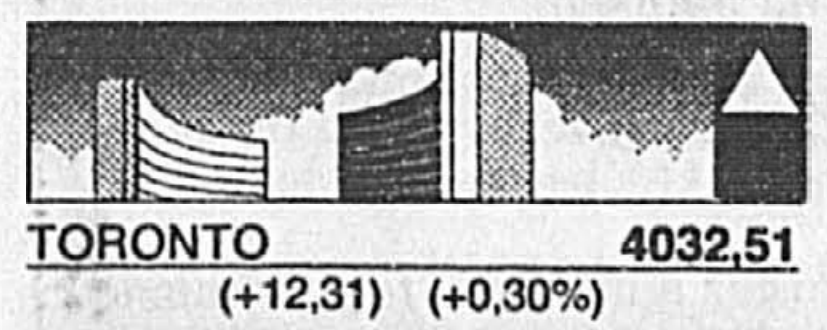
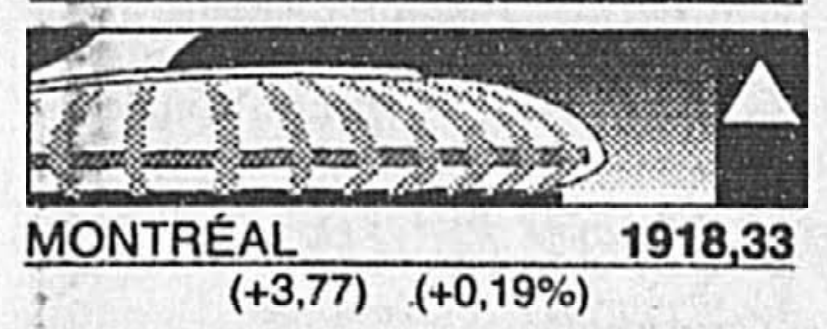
SUITE A LA PAGE B 4



PHOTO PIERRE MCCANN, La Presse

Avec la satisfaction du travail accompli, la banque d'affaires Schroders vend toutes ses actions de Quincaillerie Richelieu. MM. Richard Lord, président de Richelieu et Jean Douville, de Schroders & Partenaires, devant les bureaux de Richelieu à Dorval.

INDICES



Chaque travailleur québécois doit 89 511 \$

Lisa Binsse

En quatre ans, chaque travailleur québécois a vu sa part de la dette fédérale et provinciale grimper de 47 p. cent. Sa part de la dette publique canadienne atteindra 89 511 \$ en 1994. Selon le Conseil du patronat du Québec, rien ne laisse présager une amélioration de la situation.

L'organisme patronal a amorcé la reprise de ses activités en rendant public son étude sur les déficits d'Ottawa et de Québec et leurs conséquences sur la fiscalité des citoyens. L'étude démontre, chiffres «affolants» à l'appui, que malgré les hausses d'impôts, les finances publiques se détériorent.

De part et d'autre, de dire hier M. Ghislain Dufour, président du CPQ, on a eu droit à une série de discours voulant que la situation est difficile, mais que bien peu a été fait. Il n'y avait presque rien dans le budget fédéral, a-t-il dit, et au Québec, le gouvernement a certes réduit ses dépenses d'un milliard, mais il a surtout haussé l'impôt des citoyens, rétroactivement.

M. Dufour pense que le gouvernement provincial fait fausse route. Il suggère plutôt trois mesures susceptibles de réduire les dépenses gouvernementales: réduire l'appareil gouvernemental; revoir les programmes gouvernementaux de chaque ministère, y compris l'université; revoir la sécurité d'emploi des employés de l'État.

Il a reconnu que c'est la première fois que l'organisme patronal s'en prend à la sécurité d'emploi, quelque chose qui est «politiquement difficile» à envisager mais qu'il faudra repenser si on veut réduire la taille de la fonction publique. Auparavant, le CPQ parlait plutôt d'atteindre ce but par l'attrition, mais ce n'est plus suffisant, de dire M. Dufour.

La dette du secteur public québécois va augmenter de 10 p. cent, a-t-il dit, alors qu'on peut s'attendre à une croissance économique d'environ deux p. cent.

En dix ans, selon l'étude du CPQ, la dette du Québec est passée de 56 milliards de dollars en 1984 à 117 milliards en 1993 et passera à 129 milliards en 1994, (selon les prévisions

du CPQ), soit une escalade de 129 p. cent. Le CPQ inclut dans ce montant le déficit des régimes de retraite du gouvernement. Pour la même période, le service de dette au Québec a grimpé de 102 p. cent et se situera à 10,2 milliards en 1994.

Pour chaque citoyen, la part de la dette est passée de 9452 \$ en 1984 à 19 835 \$ en 1994, un saut de 100 p. cent. Mais le CPQ préfère utiliser les travailleurs pour bien illustrer son propos parce que «ce sont eux qui paient les impôts».

La part de la dette de chaque travailleur atteindra en 1994, selon les prévisions du CPQ, la somme de 46 782 \$. Il y a dix ans, la part du travailleur québécois se situait à 22 671 \$.

Si l'on ajoute la dette fédérale nette, qui était de 458 milliards en 1993 et sera de 491 milliards en 1994, estime le CPQ, plus le service de la dette pour chacune année, soit la somme de 39,5 milliards, ou 427 29 \$ pour chaque travailleur québécois, la part de la dette du travailleur sera de 89 511 \$ en 1994. Pour le seul service de la dette, chaque travailleur devra déboursier 6485 \$ en 1993 aux deux gouvernements.

Faibles hausses salariales

Presse Canadienne
Ottawa

Les hausses salariales issues des principales conventions collectives conclues au cours du premier semestre de 1993 ont donné lieu à une augmentation moyenne de 0,6 p. cent pour la durée du contrat, comparativement au taux de 2,1 p. cent observé dans les conventions ratifiées en 1992, a indiqué hier le ministère fédéral du Travail.

Durant le premier semestre, il y a eu 239 ententes regroupant 608 360 employés. Les dernières négociations tenues par ces mêmes parties avaient donné lieu à des contrats d'une durée moyenne de 26 mois et à une augmentation moyenne plus substantielle de 3,6 p. cent, comparativement à 0,6 p. cent en 1993.

Gel et baisse

Depuis le début de 1993, la fréquence des cas de gel salarial a augmenté, ainsi 61,5 p. cent des employés (374 100) visés par les conventions de 1993 ont subi un gel salarial ou une diminution de salaire; la donnée correspondante pour l'année 1992 était de 4,3 p. cent (55 750 employés). D'ores et déjà en 1993, le nombre d'employés astreints à un gel ou à une diminution de salaire excède tou-

tes les statistiques pour une année complète.

Les augmentations dans le secteur public ont chuté au taux plancher de 0,5 p. cent au cours du premier semestre de 1993, par rapport à 2,0 p. cent en 1992 et au sommet de 5,6 p. cent en 1990. Les 159 ententes ratifiées dans ce secteur depuis le début de 1993 visent 431 350 employés, dont 291 200 (67,5 p. cent) ont subi un gel salarial.

Dans le secteur privé, l'augmentation moyenne de 0,7 p. cent enregistrée au premier semestre représente aussi un plancher historique, en baisse par rapport au taux de 2,5 p. cent atteint en 1990. Les 89 conventions signées au premier semestre dans le secteur privé, touchent 177 010 employés dont 82 940 (47 p. cent) ont subi un gel ou une diminution de salaire.

Les augmentations salariales moyennes issues des ententes conclues en juin ont été de 0,7 p. cent pour la durée du contrat, en baisse par rapport au taux de 1,4 p. cent en mai, mais au-dessus du plancher historique de 0,1 p. cent observé en avril. La moyenne pour le second trimestre a été de 0,4 p. cent, soit la plus faible moyenne trimestrielle depuis la compilation de cette statistique en 1978.

La Chine à l'abri de notre mécontentement

La ville de Beijing est candidate pour l'obtention des Jeux olympiques de l'an 2000. Ce choix serait excellent, si la Chine n'avait pas une réputation aussi triste quant au respect des droits de l'homme. Il ne faut toutefois pas se faire d'illusions sur la capacité de l'Occident d'utiliser l'attrait des Jeux pour forcer Beijing à respecter davantage les droits de ses citoyens.



Le gouvernement communiste est lentement en train de perdre son pouvoir, lui qui n'avait autrefois aucun rival. Il n'y a toujours pas de partis d'opposition, mais de plus en plus de décisions importantes sont prises indépendamment par les autorités locales ou par un secteur privé en plein essor.

Cette décentralisation et cette libéralisation sont à la fois la cause de l'étonnante vigueur de l'économie chinoise et la source de nouveaux problèmes sociaux. Pour beaucoup de Chinois, la disparité croissante dans les revenus des personnes et dans le niveau de vie des différentes régions est un problème autrement plus grave que les atteintes aux libertés individuelles.

Le gouvernement n'a pas tant à craindre une révolte d'intellectuels qui réclament leurs droits, que de paysans de l'intérieur qui veulent participer à la prospérité des régions côtières. C'est là une cause rêvée pour un Parti communiste sur le dé-

clin. Cette cause pourrait lui permettre de redorer son blason et de mieux s'accrocher au pouvoir.

Le gouvernement, inspiré par Deng Xiaoping, dont le seul titre officiel est celui de président de la Fédération chinoise de bridge, semble avoir compris qu'on ne gouverne pas un pays aussi vaste et aussi complexe que la Chine en changeant constamment de politique par opportunisme, comme le faisait Mao Zedong. On remarque ce souci de continuité, notamment dans la politique conjoncturelle du gouvernement.

Lors de la surchauffe de l'économie, il y a cinq ans, le gouvernement avait imposé des mesures administratives, qui avaient provoqué la faillite d'innombrables petites entreprises. Cela avait contribué au mouvement de fronde qui avait été écrasé sur la Place Tiananmen. La même surchauffe se manifeste actuellement: la croissance économique est de plus de 13% depuis presque deux ans, l'inflation atteint 20% dans les villes et les nouveaux riches se livrent à toutes sortes de spéculations financières. Le gouvernement a nommé à la tête de la Banque centrale le vice-premier ministre, Zhu Rongji, qui détient ainsi tous les leviers de l'économie.

En 1988, les mesures d'austérité avaient été imposées par la vieille garde, qui se méfiait de la libéralisation de l'économie. M. Zhu, quant à lui, est un des architectes de la réforme. On peut s'en rendre compte du fait que les mesures administratives qu'il impose ne risquent pas de ralentir les réformes. Ainsi,

il y aura une baisse de 20% des dépenses de l'État et le contrôle des salaires vise surtout les sociétés d'État déficitaires.

Quant aux mesures destinées à diminuer le crédit, elles visent moins à centraliser le système financier, sous l'autorité de l'État, qu'à imposer un peu de discipline à un marché devenu une jungle de pratiques douteuses. Le renforcement de la Banque centrale permettra aux Chinois de mieux mettre en valeur leur épargne, comme c'est nécessaire dans une économie de marché. Bref, le gouvernement gère moins l'économie qu'il ne produit des lois pour encadrer le marché.

En cinq ans, la politique s'est mise au service de l'économie. Les disparités régionales et sociales ne seront pas éliminées par une modification de l'économie, mais par l'adaptation des Chinois à une nouvelle réalité économique, qui leur garantit plus de souplesse et de liberté. C'est aussi cette évolution vers un gouvernement de lois, et non d'idéologies, qui protégera à la longue les libertés individuelles, qui sont essentielles au bon fonctionnement d'une économie de marché.

Nous ne devons jamais perdre de vue le mépris actuel de Beijing pour les droits de ses citoyens. Le Comité international olympique pourrait à raison lui refuser les Jeux de l'an 2000. Mais, notre attitude sera toujours insignifiante à côté de l'extraordinaire volonté réformatrice du gouvernement chinois.

Frédéric WAGNIÈRE

Sauver Ville-Marie

Faut-il retarder à grands frais la réalisation d'un imposant projet immobilier pour quelques vieilles pierres enfouies depuis des siècles? Poser la question en ces termes, c'est y répondre. Et, du même coup, choisir de faire table rase du passé au nom d'une efficacité à courte vue.



C'est le dilemme auquel sont confrontés les pouvoirs publics, à la suite de la découverte d'importantes ruines historiques sur le site du complexe Faubourg Québec, dans le Vieux-Montréal. Les fouilles entreprises dans ce secteur y ont révélé l'existence de vestiges de camps militaires remontant au régime français.

Les travaux de construction devant débuter en octobre, on se demande aujourd'hui — à la fin d'août! — s'il vaut la peine de tout faire pour protéger ce site, compte tenu du prix à payer pour tout changement aux plans ou à l'échéancier. Dans le climat économique actuel, le risque est grand qu'on soit tenté de répondre par la négative. C'est-à-dire renoncer à un enrichissement inestimable de notre connaissance du passé au nom d'un présent momentanément problématique. Surtout qu'il s'agit de fonds publics, puisque le principal promoteur de ce projet est la ville de Montréal.

Quand on considère les énergies folles et les sommes investies dans des querelles interminables pour sauver la moindre cambuse du XIXe siècle menacée par un projet de construction — comme le nouveau Forum, par exemple — on ne peut que s'étonner du débat en cours sur ce qui constitue le fondement même de Montréal. Mais, cet étonnement se transforme en consternation devant l'incroyable fouillis administratif ayant permis qu'on en arrive là parce que des lois confuses limitent le pouvoir du gouvernement de protéger adéquatement notre héritage historique, pourtant déjà assez mince.

Compte tenu de la valeur de cet héritage, il ne faut pas que résister à la tentation de le laisser détruire; il faut forcer les promoteurs à le mettre en valeur.

Ne serait-ce qu'on nom de sa rentabilité touristique future, il faut sauver Ville-Marie.

Pierre GRAVEL



DROITS RÉSERVÉS

La boîte aux lettres

Affirmations gratuites?

Mme Gruda,

■ Votre éditorial sur les décisions du CRTC attribuant des licences pour des services de programmation sonore sur le câble reprend plusieurs erreurs ou affirmations gratuites de certains groupes de producteurs et d'artistes mécontents de ces décisions.

Le CRTC a tenu deux audiences publiques successives au sujet de ces nouveaux services et a entendu à deux reprises les représentants du secteur de la musique et du disque. Le dossier public comporte plusieurs centaines de pages de preuve écrite ou orale, entre autres des études de marché, sondages et analyses d'impact soumis par les requérants, ainsi que des données précises sur l'expérience vécue aux États-Unis avec ce même type de services.

Les abonnés au service de programmation sonore chez nos voisins du sud représentent moins de 1% des foyers câblés aux États-Unis après trois ans de commercialisation. Le secteur de la musique et du disque n'en a aucunement souffert dans ce pays. Les intervenants du secteur de la musique et du disque au Canada n'ont pour leur part produit aucune étude de marché, sondage ou analyse d'impact pour étayer leur position. Ce sont ces mêmes intervenants qui ont mal fait leur travail, pas le CRTC.

Les décisions du CRTC auraient-elles été meilleures si ce dernier avait tenu une audience de politique générale plutôt que deux audiences successives sur des demandes précises? Le cas d'un autre groupe de services à l'abonnement, la télévision payante, que vous citez en exemple, permet d'en douter sérieusement. On se souviendra qu'au cours des deux premières années d'exploitation, malgré la tenue préalable d'une audience de politique générale, plusieurs entreprises de télévision payante ont dû fermer leurs portes ou se regrouper, et que leurs conditions d'exploitation, notamment la teneur canadienne de leurs émissions, ont dû être complètement révisées.

Vous dites qu'on ne peut plus de nos jours faire du protectionnisme culturel intégral. Or, c'est précisément ce que visent certains milieux, en dépit des réalités modernes d'une société en communication instantanée avec le monde entier. On ne peut empêcher les disques et cassettes vendus dans nos magasins d'être en grande partie de provenance étrangère. On ne peut non plus empêcher la programmation sonore à l'abonnement de s'établir ici avec le plus vaste choix possible de musique de toutes provenances. C'est le consommateur qui a toujours le dernier mot, surtout quand on lui demande de payer 10 \$ par mois.

On peut par contre tirer parti des nouveaux services à l'abonnement pour faire la promotion du produit musical canadien, non seulement au Canada, mais aussi sur l'ensemble du marché nord-américain. Nous voulons offrir sept canaux de musique entièrement produits au Canada avec une teneur en musique canadienne allant de 50% à 100% selon le format, alors que les stations de radio n'en offrent que 30%, après déduction des nouvelles, publicités et interruptions de toutes sortes. Ces sept canaux de musique canadienne seront distribués partout aux États-Unis, fait sans précédent dans les annales de la radiodiffusion, et généreront des retombées nouvelles pour les intervenants du secteur de la musique et du disque.

Alain PLANTE
V.-président et directeur général
Cogeco radio-télévision inc.

Réplique

Le CRTC a reçu, comme vous le dites, des analyses et autres «preuves» déposées par les deux compagnies intéressées à diffuser des canaux de radio payante au Canada. Mais, il n'a pas fait sa propre analyse des retombées de ce nouveau service. Ce que je déplorais dans mon texte, c'est cette absence de réflexion objective de la part d'un organisme dont c'est le mandat.

A. G.

9 pour cent de participation?

■ Il y a trois ans, le gouvernement provincial mettait sur pied un fonds d'aide à l'adaptation de la main-d'oeuvre (FAMO). Ce fonds devait permettre aux bénéficiaires de l'aide sociale de recevoir le support nécessaire pour réintégrer le marché du travail. Ce fonds devait soutenir la réforme de l'aide sociale (loi 37), qui visait à forcer les assistés sociaux à se trouver un emploi.

Actuellement, notre gouvernement se plaint à dénoncer le supposé manque de volonté des assistés sociaux à participer aux programmes offerts. On nous dit que seulement 9% des bénéficiaires ont accepté une ou l'autre des mesures «d'employabilité». Pire encore, on nous annonce que la loi 37 sera encore réformée pour augmenter les contraintes.

Depuis l'annonce de ces réformes, les groupes communautaires n'ont cessé de dénoncer cette façon de mener les gens en emploi. Malgré cela, les groupes ont accepté d'utiliser les divers programmes afin de permettre à leur clientèle de développer leur «employabilité».

Actuellement, 34 organismes communautaires de Montréal utilisent le programme FAMO. Plusieurs centaines de personnes participent aux activités mises en place par ces groupes. Mais voilà que la bureaucratie s'enlise. On réforme la procédure d'évaluation des projets en remettant ce contrôle aux corporations de développement économique locales. On augmente les délais d'analyse. On retarde la date d'émission des chèques, pour enfin nous ap-

prendre que les fonds de ce programme sont «gelés» au Conseil du Trésor.

Au Pavillon d'éducation communautaire, on intervient dans le domaine de l'«employabilité» depuis 4 ans déjà. Pour s'assurer d'un financement minimal, il nous a fallu faire des prouesses extraordinaires, faire du lobby auprès du ministre, imaginer continuellement des formules innovatrices jusqu'à souffrir de coupures régulières de financement.

Pour quelques dizaines de milliers de dollars, nous avons permis la réinsertion en emploi de plus de 80 personnes. De plus, 20 personnes ont utilisé le programme RADE, 98 personnes ont été incluses au programme EXTRA, 196 ont entrepris une formation en alphabétisation et 513 ont été vues en rencontres individuelles et orientées en fonction de leurs capacités.

Depuis décembre dernier, pour nous remercier de ces efforts, on nous fait vivre différents problèmes bureaucratiques. On nous annonce des dates de début de programmes qui deviennent périmées en quelques jours. On nous contraint à fournir des documents supplémentaires ou à refaire notre demande sur de nouveaux formulaires. Sans compter qu'on nous laisse attendre sans justification.

Le gouvernement dénonce le manque de participation aux programmes de l'aide sociale. Monsieur le ministre Bourbeau, vous êtes malhonnête. Votre façon de faire ne peut que créer le désordre social en faisant se disputer ceux et celles qui subissent vos décisions. Monsieur Johnson, vous êtes inconscient dans la gestion des fonds publics en retardant l'émission des subventions, ce qui n'a d'autre effet que de saborder le travail fragile que les organismes réalisent avec tant de soins.

Normand ROBERT
directeur général,
Pavillon d'éducation communautaire

Les élus et le bénévolat

■ L'idée de faire faire du bénévolat aux chômeurs et aux assistés sociaux a été

proposée par des élus municipaux et sourit à certains élus provinciaux, comme Claude Ryan.

Comme je trouve qu'il s'agit d'une mesure qui s'attaque aux sans-travail plutôt qu'à la pénurie de travail, je fais la proposition suivante: TOUS les élus devraient démissionner et devraient être remplacés aux élections *uniquement* par des candidats vivant de la Sécurité du revenu ou du chômage.

Ainsi, ceux-ci auraient tous un emploi et même, dans certains cas, une rente garantie qui les mettrait à l'abri du besoin. Quant aux anciens élus qui, pour une bonne proportion, recevraient des pensions à même les fonds publics, on pourrait les obliger à faire du bénévolat.

Pauline CARIGNAN
maîtrise en psychologie
et chômeuse

Achat chez nous

Mme Kim Campbell,

■ Tout en moussant les ventes de la loterie 6/42, les gouvernements nous disent: achetez Québécois, achetez Canadien!

Nos voisins américains font la même chose afin d'aider à diminuer le chômage et repartir leur économie.

Mais, encore une fois, vous nous demandez des sacrifices, c'est-à-dire payer plus cher pour des produits canadiens, afin de pouvoir combattre la récession chez nous, sans que vous-mêmes donniez l'exemple. Vous, les élus, vous ne faites même pas l'effort d'acheter Canadien.

Avec ce 1 800 000 \$ dépensé pour l'acquisition d'une toile d'un artiste AMÉRICAIN, vous auriez pu aider votre pays en achetant, par exemple, 60 toiles d'artistes canadiens. Eux, j'en suis sûr, auraient sûrement pu vous en peindre quelques-unes à environ 30 000 \$ pièce.

C'est révoltant de voir le peu de respect que vous faites de vos électeurs. Artistes du pays, levez-vous et criez!!!

Guy BARRETT
payeur de taxes (écoeuré)

Frauder le fisc coûtera plus cher



Le ministre Garth Turner

Presse Canadienne EDMONTON

C'est avec une main de fer dans un gant de velours qu'Ottawa entend traiter les fraudeurs du fisc, a déclaré le ministre du Revenu, Garth Turner, hier, à Edmonton.

Le programme vise à aider les Canadiens qui sont menacés d'être poursuivis ou pénalisés parce qu'ils n'ont pas les moyens de payer leurs impôts sur le revenu.

«Nous pouvons harceler les gens — mais il y a des limites à presser le citron — ou nous pouvons essayer de travailler avec eux et de les garder de notre bord», a déclaré M. Turner du ton que prendrait un gentil directeur d'école pour discuter de la façon de traiter des élèves indisciplinés.

«Je ne vois pas pourquoi nous voudrions rendre la vie des gens difficile.»

Mais il n'a laissé aucun doute sur le sort qui attend les contribuables et les entreprises qui ne profitent pas de son offre d'amnistie pour régulariser leur dossier fiscal: ils risquent d'avoir à payer les pénalités fiscales maximales.

«Ils devront payer des pénalités qui seront le double de la somme qu'ils doivent, en sus des intérêts sur le solde dû et de deux années de prison s'ils sont poursuivis.»

Les employés de Revenu Canada feront preuve de compassion et de bon sens dans leurs rapports avec les contribuables qui se présentent d'eux-mêmes. Le ministère fera montre de souplesse pour conclure une formule de paiement qui tient compte de leur situation financière, a assuré M. Turner.

En même temps, il a annoncé l'entrée en vigueur d'une politique de «tolérance zéro» envers les contribuables et les entreprises qui tentent délibérément de frauder le régime.

David Leslie, fiscaliste à la firme Ernst and Young de Toronto, appuie la décision d'Ottawa de faire payer à chacun sa part d'impôts. «Il y a un certain nombre de gens qui ne paient pas leurs impôts comme vous et moi», a déclaré M. Leslie.

«Tout le monde devrait le faire (parce qu) cela réduit le déficit et nous rend plus concurrentiels.»

Le ministre Turner a dit qu'il est difficile d'estimer la somme

1,3 million pour les dossiers de Mulroney: une «outrageuse distorsion de la réalité»

d'après CP OTTAWA

Un avocat fiscaliste bien connu a affirmé hier, malgré les fermes affirmations contraires, que le gouvernement fédéral a accepté de verser à M. Brian Mulroney la somme de 1,3 million de dollars pour les dossiers personnels qu'il a accumulés alors qu'il était premier ministre.

De hauts fonctionnaires du gouvernement fédéral ont répliqué que les affirmations d'Arthur Drache, un fiscaliste d'Ottawa qui est aussi éditeur d'un bulletin d'information, sont fausses.

M. Drache affirme avoir vu une note du Conseil du Trésor approuvant cet achat étalé sur cinq ans.

Le Reform Party s'est empressé d'emboîter le pas et a demandé au premier ministre Kim Campbell d'annuler l'entente.

M. Drache avait formulé son accusation dans la livraison du 3 août du Canadian Taxpayer, un bulletin d'information qu'il édite et qui s'adresse aux fiscalistes et aux comptables.

«J'ai vu la note approuvant ces dépenses. Je n'en aurais pas publié les détails si je n'en avais entendu parler que par voir-dire.»

Marie Josée Lapointe, porte-parole de Mme Campbell, a qualifié l'affirmation d'«outrageuse distorsion de la réalité».

Ward Alcock, commis-adjoint du Conseil privé, un des plus hauts fonctionnaires fédéraux, affirme qu'il n'existe aucune entente promettant de verser quelque somme que ce soit pour les dossiers de M. Mulroney.

M. Alcock a toutefois admis qu'il y a eu des entretiens afin de déterminer ce que M. Mulroney ferait de ses dossiers.

Michael Swift, archiviste-adjoint des Archives nationales, a pour sa part déclaré n'avoir entendu parler d'aucune décision du gouvernement concernant l'achat de ces dossiers.

«Nous sommes sur le point de négocier avec M. Mulroney le don de ces dossiers. Si quelqu'un avait autorisé le versement d'une somme d'argent, nous en aurions été informés, ce qui n'est pas le cas.»

Mme Janet Panet, porte-parole du Conseil du trésor, affirme que le tout procède d'un quiproquo. Elle affirme que le gouvernement a approuvé l'immobilisation d'une somme de 1,5 million, sur cinq ans, pour permettre aux Archives nationales de trier et de cataloguer les dossiers de M. Mulroney et de deux autres ex-premiers ministres, le libéral John Turner et le conservateur Joe Clark.

«Malgré tout le respect que j'ai pour M. Drache, il fait fausse route.»

En règle générale, un ex-premier ministre fait don de ses dossiers aux Archives nationales. Les dossiers personnels — ceux pertinents aux affaires gouvernementales — ne sont pas la propriété du gouvernement.

M. Mulroney, qui pratique aujourd'hui le droit à Montréal, a laissé ses dossiers aux Archives nationales en attendant qu'on statue sur leur appartenance. Ces dossiers couvrent environ 900 mètres d'étagères.

Ces dossiers ont peu de valeur, à l'exception de certaines lettres provenant de chefs d'État ou de gens célèbres.

«Il serait surprenant que quelque paie pour obtenir ces dossiers», soutient M. Swift.

Yvon Picotte prône la désintoxication et la «révolte tranquille» du Québec

PIERRE VENNAT

Après la révolution tranquille, vive la «révolte tranquille!»

En fait, le Québec, tel un alcoolique au fond de son gouffre, a besoin d'une véritable cure de désintoxication. S'il emploie les mêmes méthodes qu'un alcoolique prend pour s'en sortir, il réussira. Mais seulement à ce prix.

Tel est le vibrant et à certains points de vue curieux plaidoyer lancé cette semaine par Yvon Picotte, député de Maskinongé depuis 20 ans et ministre responsable de l'Agriculture, des Pêches, de l'Alimentation et du Développement régional dans le cabinet libéral de Robert Bourassa.

Partant de son expérience personnelle, il a décidé de publier son propre livre, *Se transformer pour transformer le Québec*, afin d'alimenter la réflexion politique au Québec.

Yvon Picotte voit un mal pour un bien dans la crise qui nous frappe depuis quelques années: elle nous oblige tous, individuellement, non seulement à nous prendre en mains mais à prendre aussi, désormais, la situation et, mieux, la société en mains.

«Cette situation particulière offre une occasion inouïe aux écorchés de notre société, à tous ceux qui ont désappris à rêver. Aujourd'hui, ils ont la chance de prendre leur société en mains.»

Et, tel un leader révolutionnaire d'extrême gauche, Yvon Picotte, qui n'a rien d'un grand idéologue et qui en a ras le bol de la théorie, lance ces mots lourds de sens: «Le pouvoir appartient aux pauvres.»

Ces gens-là, écrit Yvon Picotte, sont à la limite de la rupture so-



Le ministre Yvon Picotte

PHOTO LUC SIMON PERRAULT, La Presse

ciale, de l'anarchie et veut du concret, du pratique.

Yvon Picotte parle donc d'un appareil à inventer.

Pour lui, il importe donc aujourd'hui de réclamer le droit au travail.

«Il faut donc que tous les sans-emplois, chômeurs, assistés sociaux, se décident à travailler ensemble et avec tous les partenaires sérieux qui peuvent se présenter; ils doivent aussi apprendre à tenir un langage différent, à balayer le négativisme.

Cesser de rester tranquilles. Participer aux grands débats de société.»

Affirmant qu'il faut chercher la solution à nos maux en dehors des sentiers battus, Yvon Picotte affirme que ni l'État-providence ni le néo-conservatisme — ou libéralisme absolu à la Margaret Thatcher ou à la Ronald Reagan — n'ont pu s'imposer comme des solutions viables à long terme.

Il relance donc l'idée de revenu annuel garanti.

Charest promet de mener une chaude lutte contre le BQ

Presse Canadienne OTTAWA

Jean Charest promet de mener une chaude lutte contre le Bloc québécois pendant la prochaine campagne électorale.

En tournée aujourd'hui et demain dans la région du Saguenay-Lac Saint-Jean, M. Charest entend donner du fil à retordre au chef du Bloc québécois, Lucien Bouchard.

Le message qu'il lancera sera axé sur l'emploi et l'économie, a-t-il fait valoir à La Presse Canadienne à la veille de son départ. Selon lui, ce sont les conservateurs qui sont les mieux placés pour créer de nouveaux emplois.

«Le Bloc québécois, c'est le cul-de-sac politique, a précisé M. Charest. C'est l'ambiguïté, c'est les vapes politiques en ce qui concerne la place du Québec... tandis que le Parti libéral du Canada, c'est le grand retour en arrière.»

Les quatre comités de la région du Saguenay-Lac Saint-Jean seront chaudement disputés entre

les conservateurs et le Bloc québécois, a reconnu M. Pierre-Clau de Nolin, organisateur conservateur pour le Québec. En effet, les conservateurs et les bloquistes se partagent la même clientèle nationaliste.

Ironie du sort, c'est Mme Denise Fallardeau, ex-directrice de campagne de Lucien Bouchard, qui s'opposera à celui-ci dans la circonscription de Lac-Saint-Jean.

Ce sont les conservateurs qui avaient facilité l'élection de Lucien Bouchard en 1988. M. Bouchard avait été rapatrié de Paris où il avait été nommé ambassadeur par le premier ministre Brian Mulroney.

Aujourd'hui, M. Charest revient à la charge. Il a promis à Mme Fallardeau de lui donner un coup de main dans la circonscription de Lac-Saint-Jean. Le Bloc maintient qu'il compte sur 3500 membres dans ce comté et que toute la région du Saguenay-Lac Saint-Jean lui est acquise. M. Nolin n'est pas d'accord. Selon lui, «Lucien n'aura pas la partie facile.»

NPD: une démission révélatrice

MARIE-CLAUDE LORTIE du bureau de La Presse OTTAWA

Le directeur des communications de Audrey McLaughlin, Michael Balagus, a démissionné hier.

Bien peu de gens, à l'extérieur des cercles politico-médiatiques outaouais, connaissent ce grand Manitobain plutôt discret. Mais pour plusieurs néo-démocrates fédéraux, ce départ du directeur des communications du NPD à la veille du déclenchement des élections en dit long sur le désarroi qui règne actuellement au sein d'une équipe désemparée par des sondages plus que désastreux.

La démission de celui qui a dirigé les communications du parti durant sa dégringolade sous le dix p. cent de popularité est même aujourd'hui accueillie avec

un certain soulagement au parti. L'abcès serait-il enfin crevé? se demande-t-on. Ou vient-on de tirer sur le messager?

D'après le seul député québécois néo-démocrate, Phil Edmonston, qui a annoncé qu'il ne se représentera pas, le départ de M. Balagus est une excellente nouvelle. Selon lui, une grosse partie des problèmes de popularité du parti peut effectivement être liée à ce conseiller «qui protégeait trop le leader, qui voyait toute critique, aussi petite soit-elle, comme une tentative de pèche».

D'après M. Edmonston, cette protection exagérée du chef a coupé les liens avec les députés et par le fait même avec les électeurs. De plus, dit-il, ce Manitobain «ne comprenait pas le Québec», et ça n'a pas particulièrement aidé.

M. Edmonston croit donc que

l'incident du vidéo pré-électoral n'a été que la goutte qui a fait déborder le vase.

L'incident du vidéo, c'est la décision par M. Balagus et le comité de stratégie du parti, la semaine dernière, de faire peaufiner le vidéo électoral de Mme McLaughlin aux États-Unis. La décision a soulevé l'ire des militants et de plusieurs travailleurs d'un parti qui prône à tout prix la création d'emplois au Canada.

M. Balagus dit «qu'il préfère croire que l'incident du vidéo n'a rien à voir avec son départ». Il affirme qu'il est parti parce que le temps du départ était venu et refuse d'en dire plus long. Mais il est difficile de ne pas voir de lien avec cet événement qui a choqué et démolé plusieurs membres de l'équipe.

D'après M. Edmonston, cet événement en dit long non seule-

ment sur M. Balagus mais aussi sur le comité de stratégie du parti qui n'a pas flairé le danger. «Ils dormaient complètement sur leurs deux oreilles, c'est quand même incroyable!» dit-il. Ce que ça démontre, dit M. Edmonston, c'est qu'en fait le problème va bien au-delà de M. Balagus et touche toute la structure de direction du parti.

D'ailleurs, d'après plusieurs autres néo-démocrates, il est difficile de croire que ce départ à lui seul va régler tous les problèmes. «Nous continuons à être tributaires des gouvernements provinciaux et de leur impopularité», commente l'un d'entre eux. «Mais au moins, avec le départ de M. Balagus, ajoute-t-il, on commence à croire que le bureau du leader se rend finalement compte que si on a des problèmes, ce n'est pas uniquement la faute des néo-démocrates provinciaux.»

Front commun: pas de nouvelle proposition

Presse Canadienne

Le front commun syndical du secteur public n'a pas l'intention de formuler une nouvelle proposition au ministre Daniel Johnson.

Les dirigeants de la CEO, de la FTQ, du SFPQ, du SPGQ et de quatre composantes de la CSN se sont rencontrés, hier, à Montréal, dans le but d'élaborer des moyens de pression pour inciter le gouvernement à ne pas imposer à partir du 15 septembre un gel salarial de deux ans et une réduction de 1 pour cent de la masse salariale par l'entremise des avantages sociaux ou d'une réorganisation du travail.

La grève n'est pas exclue, a soutenu, hier, la présidente du Syn-

dicat de la fonction publique du Québec, Mme Danielle-Maude Gosselin, avant sa rencontre avec ses homologues. Elle admet cependant que les avis sont partagés.

Sans exclure le recours à la grève, M. Alain Foisy, coordonnateur des négociations à la FTQ, estime pour sa part que les possibilités de grève sont minces. Il souligne que la loi 160 sur le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux peut toujours être appliquée et que la détermination de la partie patronale est très forte.

M. Foisy avance donc que le front commun pourrait plutôt opter pour une répétition des moyens utilisés en juin,

Ottawa ne garantira plus les prêts étudiants

MARIE-CLAUDE LORTIE du bureau de La Presse OTTAWA

Chaque année, 200 millions de dollars prêtés aux étudiants canadiens hors Québec font l'école buissonnière et oublient de revenir dans les coffres fédéraux. Pour que cela cesse, Ottawa ne garantira plus les prêts auprès des institutions financières et forcera celles-ci à courir toutes seules après l'argent manquant.

Voilà en effet l'une des principales mesures du plan de réforme du programme de prêts aux étudiants, annoncé lundi par la première ministre Kim Campbell, mais dont les détails ont été dévoilés hier par le ministre des Ressources humaines, Bernard Valcourt.

Le programme fédéral de prêts aux étudiants, dont le Québec s'est retiré dès sa création en 1964, fait en effet perdre au gouvernement environ 200 millions de dollars par année. La dette, avec les années, s'est accumulée. Elle totalise aujourd'hui le milliard de dollars.

Si l'argent est si difficile à récupérer, explique la directrice du programme, Mary Meloshe, c'est parce que les institutions bancaires qui prêtaient l'argent, n'étaient pas nécessairement motivées à le récupérer. Le gouvernement garantirait les prêts de toute façon, alors dès qu'un étudiant ne payait plus, on demandait au gouvernement de rembourser. Ottawa devait ensuite se charger de récupérer les sous en embauchant des compagnies de recouvrement.

Maintenant, Ottawa ne garantira plus les prêts. Le gouvernement paiera plutôt les intérêts du prêt — à un taux préférentiel — pendant que l'étudiant étudie, mais ensuite, une fois les études terminées, il remettra toute la responsabilité du prêt aux institutions financières. Ce sera à elles de récupérer les sous.

Pour encourager les institutions à prêter quand même aux étudiants, Ottawa offrira une prime aux institutions qui acceptent de prendre le risque.

L'autre grand volet de la réforme touche la façon dont les prêts seront accordés. Les plafonds passeront de 3500\$ à 5100\$ pour les étudiants à temps plein et de 2500\$ à 4000\$ pour les étudiants à temps partiel.

Tout le système d'évaluation

des besoins des étudiants sera plus précis, afin de mieux tenir compte des variations régionales — le coût de la vie est plus élevé à Toronto qu'à Moose Jaw — et des variations familiales. L'évaluation des revenus disponibles des étudiants donnera une plus grande place aux montants nécessaires pour la garde d'enfants, par exemple.

Une série de nouvelles bourses seront aussi mises en place, pour aider les handicapés ainsi que les femmes au doctorat. Les étudiants qui n'arrivent pas à se trouver un emploi assez payant pour rembourser leur dette pourraient aussi voir leurs paiements allégés par le gouvernement.

Comme le programme n'a pas encore été mis en place, on ne sait pas encore quelle sera l'augmentation des dépenses.

Une histoire financière assez unique...

SUITE DE LA PAGE B 1

M. Mathieu Gauvin, partenaire de Schroders & Partenaires, le bras canadien de Shroder Ventures, une entreprise internationale de capital de risque et d'acquisitions qui a des opérations dans neuf pays, souligne que les avocats qui ont monté le dossier étaient aussi très surpris de l'unicité de cette transaction. Shroder Ventures appartient à la grande famille de Schroders plc, une banque d'affaires du Royaume-Uni dont les origines remontent à 1804.

Si cette transaction avait eu lieu il y a trois ou quatre ans, il est fort plausible que Richelieu aurait été vendue à des intérêts privés. Deux facteurs expliquent pourquoi Schroders a choisi le chemin boursier: la vigueur de la Bourse et la difficulté d'obtenir du crédit bancaire.

Mathieu Gauvin explique: «On a approché les courtiers l'an passé mais le marché (boursier) n'était pas réceptif. Depuis, le marché s'est amélioré.»

Haut de gamme

Richelieu est un important distributeur de quincaillerie haut de gamme se spécialisant dans les systèmes de rangement et les accessoires de cuisine. Ses clients sont d'une part les fabricants d'armoires et de comptoirs de cuisine et de salles de bains et, d'autre part, les détaillants de produits de quincaillerie comme Reno-Dépôt et Ro-Na.

Sa liste de produits ferait rêver toute personne dont les tiroirs de cuisine grincent et qui, chaque matin, doit tout jeter à terre avant de trouver sa boîte de céréales préférée. Elle comprend des garde-manger coulissants, des centres de repassage rétractables, des supports à serviettes ajusta-

bles et des plateaux pivotants en plus des pentures traditionnelles et des coulisses pour tiroirs.

«Les gens recherchent une qualité de vie. Ils exigent donc que la tablette du garde-manger vienne à eux plutôt que d'avoir à se plier en quatre», explique le président M. Richard Lord.

L'entreprise, qui a 25 ans cette année, distribue également des produits de quincaillerie décorative comme des poignées de porte ou de tiroir et des moulures. Elle offre aussi des laminés à haute pression utilisés par les fabricants de comptoirs.

Enfin, dans une moindre mesure, Richelieu est un fabricant de produits de placage de bois par le biais de sa filiale Les Industries Cedan qui a ses installations à Boucherville. Ce sont ses seules activités de fabrication.

«On a créé dans un marché fragmenté et spécialisé une organisation efficace», déclare M. Lord. Richelieu emploie quelque 235 personnes.

Schroders & Partenaires, qui a ses bureaux à Montréal, ne réalise pas de placements pour son propre compte. Son équipe de gestionnaires conseille les commandités du Fonds canadien d'acquisitions Schroder, un regroupement de trois sociétés en commandite, dans leur prise de décision. Depuis 1987, le Fonds a réalisé six acquisitions, Richelieu étant la première.

La transaction a été financée moitié-moitié par des fonds propres et des emprunts bancaires. «Notre but était de bâtir un groupe... On ne voulait pas surendreter l'entreprise», note M. Gauvin. «Nous avons créé de la valeur. Richelieu a effectué quatre acquisitions pour s'étendre géographiquement ou augmenter sa liste de produits», ajoute M. Douville.

En six ans, le chiffre d'affaires de Richelieu est passé de 28 à 64 millions.

Dans ses acquisitions par endettement, Schroders privilégie des taux d'endettement modérés plutôt que de se conformer à la mode des taux excessivement élevés des transactions structurées aux États-Unis. «Le besoin de croissance et la santé financière de l'entreprise doivent dicter le niveau d'endettement et non la disponibilité des prêts», peut-on lire dans son document de présentation. En 1987, 81,5 millions ont été levés auprès d'institutions financières, dont la Banque CIBC. Ces fonds ont été entièrement investis et Schroder est maintenant engagée dans sa deuxième levée de fonds.

Au Canada, Schroders ne fait pas de capital de démarrage ni de redressement. «Il faut voir la lumière au bout du tunnel», a indiqué Mme Cécile Ducharme, directeur, Analyse d'acquisitions. La banque d'affaires s'intéresse aux compagnies «matures», c'est-à-dire celles qui ont déjà lancé un produit sur le marché ou qui ont déjà établi un réseau de distribution. Richelieu est un bon exemple.

Le Fonds canadien d'acquisitions a acheté 100 p. cent des actions du fondateur Georges Forest le 1er décembre 1987. Schroders est par la suite allée chercher Richard Lord qui était directeur général de Ro-Na, pour en faire le nouveau président de Richelieu. La banque d'affaires a assuré son recrutement avec «un programme d'intéressement orienté vers le succès continu de l'entreprise», ce qu'elle décrit comme un *management buy-in*. M. Lord et deux cadres de Richelieu détenaient un peu plus de 12 p. cent des actions avant l'inscription à la Bourse.

«L'équipe de gestion a toujours

une participation minoritaire. C'est une de nos politiques», a indiqué Mme Ducharme.

L'année dernière, Schroders a acquis le contrôle du fabricant de produits de télécommunications Mitel. Le fonds canadien a réalisé cette transaction avec ses cousins britanniques. Depuis, des actions ont été revendues à la Bourse. L'équipe Schroders, qui a payé 1,40 \$ l'action, ne gardera que le tiers des actions au terme d'un placement secondaire qui a actuellement cours à 6,38 \$.

Sans être des partenaires silencieux, Schroders & Partenaires ne participent pas activement à la gestion des entreprises auxquelles ils s'associent. Ses conseillers, qui ont aussi une expérience en gestion, siègent aux conseils d'administration. «On ne veut pas brimer leur autorité ou diriger pour eux», note M. Douville.

Depuis 1987, le taux de rendement effectif du fonds est de 40 p. cent, un score des plus respectables.

Richelieu n'a pas souffert de la récession. Alors que de nombreuses entreprises ont dû se serrer la ceinture, Richelieu a poursuivi sa croissance. M. Lord croit que c'est l'ampleur de ses stocks qui l'a favorisée. Les gestionnaires de l'entreprise parcourent le monde pour dénicher de nouveaux produits. L'année dernière seulement, Richelieu a ajouté 1000 nouvelles unités de stockage à sa liste de produits. M. Lord croit aussi que le fait que Richelieu se soit étendue vers le centre et l'Ouest du Canada juste avant le creux a augmenté son pouvoir d'achat.

«En temps et lieu, on regardera du côté des États-Unis. Notre intérêt était avant tout de bien couvrir le Canada», explique M. Lord.

Ottawa: baisse du déficit

Presse Canadienne
OTTAWA

■ Après des mois de résultats décevants, le gouvernement fédéral a finalement annoncé des nouvelles encourageantes sur le déficit hier.

Le déficit d'exploitation du fédéral s'élevait à quatre milliards en juin, une baisse de 200 millions comparativement à juin 1992.

Le ministère des Finances a indiqué dans un communiqué qu'une réduction des dépenses liées aux programmes avait contribué principalement à cette amélioration.

Les revenus budgétaires sont demeurés presque les mêmes et les intérêts sur la dette publique ont connu une hausse marginale, a précisé le ministère.

Au premier trimestre de l'année financière du gouvernement, soit d'avril à juin, le déficit canadien était de 12,3 milliards, soit 3,5 milliards de plus que pour la même période l'an dernier.

Cette hausse est attribuable aux remboursements de l'impôt des particuliers et aux coûts de transition découlant de la restructuration du système des allocations familiales.

Mais, selon le ministère, l'augmentation n'affectera pas les prévisions du déficit annoncées dans le budget du 26 avril.

Ottawa prévoit un déficit de 32,6 milliards pour l'année financière 1993-94.

Baisse des exportations de café

Reuter
KAMPALA

■ Les principaux pays producteurs de café ont formellement adopté hier un programme de rétention de vingt pour cent de leurs exportations.

L'accord, conclu à Kampala entre les ministres d'Afrique et d'Amérique latine, entrera en vigueur le 1er octobre, date du début de la saison caféière.

«Nous avons accepté d'adopter la rétention de vingt pour cent de nos exportations à compter du 1er octobre», déclarent les ministres dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion de deux jours organisée pour tenter de relancer le marché mondial du café.

«Nous avons également accepté de mettre en place une association de producteurs de café, chargée de promouvoir et coordonner la politique caféière», ajoutent-ils.

À l'ouverture de la réunion, le président ougandais Yoweri Museveni avait déclaré que la forte baisse des revenus du café rendait «impossible la couverture des coûts de production dans nombre de nos pays».

Les pays producteurs estiment que la faiblesse des cours mondiaux du café leur fait perdre annuellement dix milliards. Selon des responsables de l'industrie, les revenus des producteurs de café sont tombés à 5,6 milliards en 1991/92 (octobre à septembre) contre 11 milliards avant l'effondrement en 1989 du système de quotas à l'exportation.

Imasco



Denis Faucher



Édouard Darche

M. Purdy Crawford, président du Conseil et chef de la direction d'Imasco Limitée, a le plaisir d'annoncer les nominations de Denis Faucher, C.A., au poste de vice-président et contrôleur et de Édouard Darche au poste de trésorier adjoint.

Imasco Limitée est une importante société canadienne de produits et services de consommation qui exerce ses activités au Canada et aux États-Unis. Ses compagnies en propriété exclusive sont Imperial Tobacco; Hardee's Food Systems; Shoppers Drug Mart /Pharmaprix; Genstar Development Company et Le Groupe UCS. Imasco détient également environ 98% des actions ordinaires de Services financiers CT inc., société mère du groupe de compagnies Canada Trust au Canada et de First Federal Savings and Loan Association of Rochester aux États-Unis.

W1982376

LES JEUX SONT FAITS!



L'Accord LX

Modèle # CB 714P

(17 195\$)*

4,8%
**

pour 48 mois

ou

Ces offres ne peuvent être jumelées

Prix de vente réduit

14 995\$*

SOYEZ GAGNANT!

* Transport, préparation et taxes en sus.

** Le financement à 4,8% pour 48 mois est disponible sur approbation du crédit sur la Civic 3P SI, les Accords LX et EX ainsi que toutes les Préludes.



Chez les concessionnaires participants seulement

Willis Corroon Melling Inc.

LOUIS-THOMAS LABBÉ
M. A. Frederick Melling, président et chef de la direction de Willis Corroon Melling, est heureux d'annoncer la nomination de M. Louis-Thomas Labbé au poste de vice-président principal et directeur de la Région de l'Est du Canada.

M. Labbé bénéficie de plus de 15 années d'expérience dans l'industrie du courtage d'assurances générales et a occupé des postes clés au sein d'entreprises internationales et nationales auparavant. Il est détenteur d'une maîtrise en administration des affaires de l'Université McGill, d'un baccalauréat en sciences administratives de l'Université Laval et d'un diplôme en gestion des risques de l'Université McGill.



Le premier Bureau en gros ouvrira ses portes aujourd'hui dans l'ex-Pascal, à l'angle des rues Saint-Antoine et de Bleury.

Bureau en gros ouvrira 50 magasins

LAURIER CLOUTIER

Cinquante magasins Bureau en gros-Business Depot ouvriront d'ici la fin de l'année prochaine. Le groupe créera ainsi 2500 emplois grâce à 100 millions d'investissements, principalement en Ontario et au Québec.

Depuis octobre 91, Business Depot-Bureau en gros a ouvert 18 magasins-entrepôts en Ontario, en plus d'un autre à Gatineau le 31 juillet dernier. Déjà plus de 250 000 membres ont joint le club d'achat.

Bureau en gros vise particulièrement le marché montréalais. Le projet six établissements dès décembre prochain, dont quatre d'ici octobre. La firme quadrillera ainsi la région à l'exemple de Toys R US, qui implanta quatre entrepôts de jouets en quelques mois.

Le groupe devra surtout affronter Pilon et le Club Biz. Cette dernière chaîne disposera aussi de six commerces, cet automne, dont quatre sont en activités depuis environ un an, indique son président Irving

Ludmer. C'est l'affrontement aussi avec les concurrents Willson et les catalogues des Boulevard.

Le directeur général de Bureau en gros, Yvon Samson, et sa collègue, Barbara Socha, vice-présidente au marketing, testeront le marché montréalais, dès aujourd'hui, à l'occasion de l'ouverture du premier entrepôt local dans l'ex-Pascal, à l'angle de St-Antoine et de Bleury.

À Toronto, Business Depot compte huit commerces et a pris le leadership. À Markham, une file d'attente de 500 consommateurs attendait l'ouverture des portes.

Bureau en gros offre des rabais substantiels, comme des ordinateurs à 999 \$, « 800 \$ moins cher que les concurrents », et la photocopie à partir de trois cents, et garantit le plus bas prix. L'entreprise offre 5000 produits, « cinq fois plus que la concurrence », dans ses locaux de quelque 25000 pieds carrés, « dix fois plus que Pilon ».

Le président Jack Bingleman n'est pas né de la dernière pluie. Ex-président des Beaver-Le Castor, de Molson, il a participé à la mise au point du concept des Aikenhead's-Réno Dépot avant de lancer Business Depot.

Il s'est de plus inspiré de Staples, le numéro trois du secteur aux États-Unis, avec plus de 200 magasins et un milliard de ventes, derrière Office Depot et Office Max, de K Mart. Staples fait également des vagues en Angleterre et en Allemagne.

Jack Bingleman a d'ailleurs conclu une alliance stratégique avec Staples qui, devant la performance de Business Depot, y a porté sa participation de 20 à 40 p. cent des actions.

Bureau en gros a déjà signé trois autres baux dans la région, avec le Carrefour Laval de même qu'à Saint-Léonard et Saint-Laurent. Les deux autres de Montréal demeurent en négociations intensives, avant que la compagnie passe à la Rive-Sud.

Irving Ludmer conclut que « Club Biz offre une plus vaste sélection d'ordinateurs et de logiciels de même que des appareils vidéo et audio ».

Placements
MICHÈLE GIRARD
Misez court terme

Avant les vacances, je vous avais mis en garde contre la forte possibilité d'une hausse de taux d'intérêt par suite d'une attaque des requins du marché des changes contre le dollar canadien.

Eh bien je vous ferai remarquer que l'attaque en question est survenue juste avant mon retour des vacances, question probablement de ne pas me faire perdre la face... et de me donner un premier sujet de chronique!

Trêve de plaisanterie, la tourmente qui vient de frapper le huard est arrivée juste après la tornade qui a massacré plusieurs monnaies européennes. Les spéculateurs des marchés de change, au sein desquels on retrouve notamment les cambistes à l'emploi des grandes banques canadiennes, s'en sont donnés à coeur joie sur le dos des monnaies les plus vulnérables, comme le dollar canadien par rapport au dollar américain ou le franc, la livre sterling et la lire italienne par rapport au deutschemark.

Depuis le début de la semaine, le dollar canadien s'est stabilisé, notamment grâce aux interventions sur le marché des changes de la Banque du Canada et au relèvement de son taux d'escompte.

Cette accalmie n'est à mon humble avis que temporaire. D'ici la tenue des prochaines élections fédérales le huard devrait faire l'objet de quelques autres attaques de la part des requins des marchés des changes.

Afin d'éviter une brutale chute du huard, de telles attaques forceront notre gouverneur de la Banque du Canada à relever son taux d'escompte. Et dépendamment de l'ampleur des hausses à venir, les institutions financières se verront « presser » de relever leurs grilles de taux d'intérêt.

Mais ces éventuelles hausses de taux ne devraient être que temporaires. Étant donné le faible niveau d'inflation et la lente reprise économique, le gouverneur de la Banque du Canada est tout de même conscient de la nécessité de maintenir les taux d'intérêt à un bas niveau. Ce qui laisse entendre qu'après les élections fédérales, les taux devraient redescendre.

Remarque qu'un relèvement des taux aux États-Unis réduiraient quasi à néant les chances d'un autre important recul des taux canadiens. Il en est de même si des pressions inflationnistes devaient se faire sentir au Canada. Mais pour l'instant, vu l'état relativement aménage de la reprise économique, on peut oublier l'effet pervers de l'inflation.

Que faire si vous avez un montant d'argent à investir sans courir de risque?

Je m'assoierais sur mes liquidités si mon intention se limite à investir uniquement dans des certificats de placement garantis. Je jouerais la carte d'une potentielle remontée de rendement sur les CPG avant de geler à nouveau mes économies.

De toute façon, les rendements offerts à l'heure actuelle par les institutions financières sur leurs CPG sont tellement bas que les épargnants n'ont vraiment pas grand chose à perdre s'ils attendent quelques mois avant de réinvestir leurs économies à plus long terme.

Je vous rappelle que les dépôts à terme de 5000 \$ et plus pour une période d'un à six mois vous rapportera entre 3 et 3,5 p. cent sur une base annuelle. Le CPG d'un an jouera présentement entre 4 et 4,5 p. cent. Le trois ans: 5,5 et 6 p. cent. Le CPG de cinq ans rapporte quant à lui entre 6 et 6,7 p. cent selon l'institution choisie.

Une fois que le fisc vous aura siphonné, il ne restera net dans vos poches à peine un rendement de 3 p. cent si vous gélez vos économies pour cinq ans. C'est à peine 1,5 p. cent de plus que le rendement net que vous empocherez sur un dépôt d'un terme de six mois ou moins.

Alors dans ce contexte, il m'apparaît plus sage d'attendre une remontée des taux avant de geler vos économies. De combien? Difficile à prévoir, mais je crois vraisemblable de parler d'au moins un point de pourcentage et peut-être plus sur les CPG d'un et deux ans.

Si la hausse ne se produit pas qu'est-ce que cela vous aura coûté d'attendre? Rien ou presque puisque les rendements actuels n'auront probablement pas bougé à la baisse!

Et les fonds monétaires? Comme autre véhicule de placement sans risque qui vous permettrait d'obtenir un rendement légèrement supérieur aux dépôts à terme et au CPG d'un an, je vous recommande les fonds mutuels dits de « marché monétaire » ou de « bons du trésor ».

Non seulement ces fonds sont sans risque mais en plus il nous donne la possibilité d'investir même des petits montants (500 \$) et surtout de pouvoir encaisser nos économies en tout temps. La plupart de ces fonds n'exigent aucun frais d'achat ni de vente. La grande majorité des banques et des sociétés de fiducie offrent de tels fonds mutuels sans aucun frais (mais vérifiez bien auprès de votre institution).

De tels fonds « marché monétaire » et « bons du trésor » sont également offerts par les autres familles de fonds communs de placement. Un conseil: n'investissez pas dans les familles qui vous imposent des commissions à l'entrée ou à la sortie d'un tel fonds ultra conservateur.

Les obligations municipales? Voilà un autre moyen d'investir ses économies sans risque. Les obligations municipales rapportent même un rendement supérieur aux obligations gouvernementales. Maintenant, il faut savoir que la valeur au marché d'une obligation municipale fluctue au gré de l'évolution des taux d'intérêt: si les taux montent, la valeur de l'obligation baisse et vice-versa quand les taux baissent.

L'obligation municipale est un instrument financier liquide, en ce sens qu'on peut le revendre en tout temps sur le marché par le biais d'un courtier. Toutefois, un investisseur qui décide de se départir de son obligation municipale avant qu'elle arrive à échéance encourra une perte en capital si les taux ont grimpé depuis qu'il en a fait l'acquisition. Il empochera un gain en capital sur la valeur de son obligation si au contraire les taux ont baissé.

Il faut savoir que plus l'échéance d'une obligation est longue, plus les fluctuations de taux d'intérêt amplifieront les variations sur la valeur au marché.

Pour profiter d'une éventuelle hausse de taux d'intérêt, un investisseur pourrait à l'heure actuelle investir une partie de ses économies dans une obligation qui vient à échéance à court terme (un, deux ans) et dès une hausse de taux, il pourrait liquider ces obligations et réinvestir ses économies dans un terme plus long. Il encaisserait une perte en capital sur le court terme mais il acquerra du coup une obligation de plus long terme à meilleur prix qu'aujourd'hui, ce qui lui rapportera un rendement supérieur. En optant pour une telle stratégie (que l'on peut utiliser avec n'importe quelle autre catégorie d'obligations), notre investisseur réussira à éponger sa perte de capital, en plus d'empocher un rendement d'intérêt plus élevé.

Donnez généreusement à LA FONDATION CANADIENNE DU REIN.

Des actionnaires de la défunte Royal Trustco expriment leur colère

Presse Canadienne

TORONTO

Les détenteurs d'actions ordinaires de l'ancienne société de fiducie Royal Trustco ont exprimé hier leur mépris et leur colère à l'endroit des administrateurs avant d'approuver la vente des meilleurs avoirs à la Banque Royale.

Les actionnaires, qui détiennent maintenant des actions presque sans valeur et qui n'avaient rien à gagner dans cette vente, ont voté hier à 91,6 p. cent en faveur de la transaction

lors d'une assemblée spéciale.

Même sans tenir compte de l'actionnaire majoritaire, la société Trilon Financial, filiale du groupe Edper-Bronfman, la transaction était approuvée dans une proportion de 68,2 p. cent, soit un peu plus que les deux tiers des voix requises.

Certains actionnaires ont dénoncé les généreuses compensations financières et primes de séparation offertes aux dirigeants de la compagnie. D'autres s'en sont pris au projet d'achat par Centra de polices d'assurance destinées aux administrateurs qui vont bientôt devoir rembourser

les millions empruntés pour acheter des actions.

Ed Aspinall, ancien directeur d'une succursale de Trustco, à Guelph, en Ontario, est venu donner son commentaire sur la vente de la compagnie.

« Je m'en voudrais de ne pas profiter de l'occasion pour offrir mes sincères félicitations à la famille Bronfman (...) les dirigeants et tout le conseil d'administration pour avoir tué et enterré ma compagnie », a-t-il lancé lors de l'assemblée.

Le président de Centra, James Miller, a tenté de défendre l'entente

comme la seule façon de sauver ce qui fut la plus importante société de fiducie au Canada.

« Je ne serais pas ici aujourd'hui si je n'étais pas convaincu que c'était le seul espoir qu'il restait aux actionnaires », a-t-il dit lors d'une brève allocution.

Centra a obtenu lundi l'approbation concernant la vente de ses principaux éléments d'actifs à la Banque Royale. Les actionnaires privilégiés se prononceront quant à eux aujourd'hui, tandis que les créanciers de second rang voteront demain.

PROPOSITIONS D'AFFAIRES...

705 HYPOTHÈQUES

A l'ITRE - 2e, balance vente, notaire Labele Jour, soir 729-4332

PROBLÈME DE LIQUIDITÉ, d'avis de 60 jours, de saisie ou d'autres difficultés financières, prêts 1ère ou 2e hyp. 328-6969

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

A VENDRE FERMETTE 1990 3 bâtiments, 23 arpent débonnes, potentiel + prix 550 000 \$; comp. 250 000 \$, solde 75%.

A VENDRE FERMETTE 1990 3 bâtiments, 23 arpent débonnes, potentiel + prix 550 000 \$; comp. 250 000 \$, solde 75%.

A VENDRE Ferme de fruits Arc-en-Ciel, 75 km de MtL. Entreprise bien établie et rentable. Vendeurs aux grosistres et supermarchés.

A VENDRE Offre exceptionnelle à St-Sauveur Boutiques de bijoux-modes et accessoires de fantaisie, situé en plein coeur du village.

AGENCE communication marketing réputée et rentable, recherche associé actif ou département vente et production. 514-964-1978

AI ENSEIGNÉS recyclo à 100%, -25% d'escompte, 957-3675.

BUREAU DE C.A. achèterait clientèle, intéressé par succession, retraite, changement de carrière ou autres. Communiqué au 449-2203. FAX: 449-4992

Compagnie d'import export, établie depuis environ huit (8) ans, se spécialisant dans la représentation et la distribution des produits alimentaires à travers le Canada et les États-Unis.

Les personnes intéressées peuvent envoyer leurs demandes à: Alimentation Case Postale 411 Vimont, Laval (Québec) Canada H7M 3P1

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

BOULANGERIE / COMPAGNIE D'ALIMENTATION

10 000 à 50 000 \$ par car. Ancienne boulangerie Cantor's, Saint-Michel, moderne, tout équipé.

CHERCHONS petite compagnie d'entretien pour sous-traitance, avec minimum 5 ans d'expérience. Tel. entre 13 h et 17 h: 975-2223.

CIRCUIT DE VENTE De franchises. Soyez votre propre patron. Profits intéressants, excellente occasion.

COMPAGNIE internationale en expansion en Amérique et en Europe. Produits électroniques de haute gamme.

ACQUERR cabinet de courtier d'assurance-vie, d'assurance-groupe, fonds d'investissements. Frank Barbucci, 629-0342, 387-8747.

LA CREME BUDWIG EST RETOUR DISTRIBUTEUR EXCLUSIF - Un seul distributeur

LE DOMAINE DE LA SANTÉ VOUS INTERESSE! Opportunité nouvelle. Recherchons hommes et femmes prêts à relever des défis.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

PETIT atelier de soudure à vendre pour le prix des équipements.

PREMIER choix: Direct 7 nouvelles sortes de franchises à vendre de 4 500 \$ à 125 000 \$.

9,95 \$ le 1000 cartes d'affaires. A. Atlas Imp., 593-1763

712 ASSOCIÉS DEMANDES

715 SERVICES FINANCIERS

717 SERVICES SPÉCIALISÉS

718 ARGENT DEMANDÉ

PROJET domiciliaire, Estrie, 200 000 \$, André 514-676-8881.

Les gens d'affaires avisés font confiance à la rubrique des PROPOSITIONS D'AFFAIRES de LA PRESSE

pour obtenir les MEILLEURS RÉSULTATS. 285-7111

INTERURBAIN SANS FRAIS 1-800-361-8013

ANNONCES ENCADRÉS 285-7000

Le monde de l'ordinateur

Un bon départ... débute toujours par de la formation. Améliorez sa productivité avec une formation bureautique, et être à la fine pointe de la technologie sur ordinateur.

Table listing various computer training courses and their durations and costs. Examples include Introduction au DOS and Windows (14 hrs, 195 \$), Lotus 1-2-3 (Introduction) (14 hrs, 265 \$), Microsoft Excel Windows (Introduction) (14 hrs, 265 \$), Harvard Graphics (14 hrs, 250 \$), WordPerfect 5.1 - Niveau 1 (14 hrs, 210 \$), etc.

CENTRE DE FORMATION AUX ENTREPRISES VANIER SEMINAR CENTRE CÉGEP VANIER COLLEGE 425, de Maisonneuve ouest, Suite 1006, Montréal, Québec H3A 3G5 APPELEZ: 848-9900

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

Linotype-Hell

Linotype-Hell, chef de file dans l'industrie des arts graphiques, désire s'adjoindre un personnel bilingue (anglais-français) solidement orienté vers les relations avec les clients et avec les employés et qui prendra en charge les activités et les services florissants du district Est.

Directeur du service - district Est

En poste à Montréal et relevant du directeur national du service, vous devrez en priorité assurer la satisfaction de la clientèle, appliquer la politique de fonctionnement de l'entreprise et assumer la direction administrative du bureau. Collaborant étroitement avec le service des ventes, entre autres, vous aurez également à recruter des techniciens qui travailleront sur le terrain ainsi qu'à voir à leur perfectionnement professionnel, préparer des rapports sur les activités du bureau et faire la promotion des contrats de services et d'autres services à des fins de vente.

Pour exceller à ce poste, vous devez avoir consacré deux ou trois ans à la gestion de services et compter au moins quatre années d'expérience à un poste comportant des responsabilités de plus en plus importantes dans un domaine connexe à l'électronique. De plus, votre habileté à traiter avec différents paliers de gestionnaires dans les deux langues officielles contribuera à votre réussite.

Nous vous offrons un salaire concurrentiel, des avantages sociaux complets et la chance de faire partie d'une entreprise en plein essor. Si vous désirez explorer cette perspective de carrière, faites parvenir votre curriculum vitae au :

Service des ressources humaines
Linotype-Hell Inc.
2660, chemin Argentin
Mississauga (Ontario) L5N 4V4
Télécopieur : (416) 542-4951

Lefebvre FORESTEEL TREMPE

Spécialisées dans l'usinage et la fabrication de pièces mécano-soudées, ces trois entreprises appartenant au même groupe et comptant au-delà de 200 employés sont présentement à la recherche d'un :

DIRECTEUR DU CONTRÔLE DE LA QUALITÉ

RESPONSABILITÉS
Le candidat choisi aura entre autres responsabilités de :
— Développer des stratégies afin de maintenir des standards élevés de qualité dans les trois usines
— Rédiger les plans d'inspection (M.I.T.P.) pour les différents clients
— Assurer le suivi auprès des clients pour tout ce qui concerne le contrôle de la qualité et négocier l'acceptation des pièces fabriquées
— Sensibiliser et initier tous les membres du personnel au concept de la qualité totale
— Implanter à moyen terme la norme ISO 9000

QUALIFICATIONS REQUISES
— Diplôme d'ingénieur ou toute autre expérience équivalente ainsi qu'un minimum de cinq (5) années d'expérience pertinentes
— Être familier avec le concept de qualité totale
— Connaissances approfondies des normes :
— CSA Z299.2
— CSA Z299.3
— ISO 9000
— ASME

— Facilité de communication verbale et écrite et être bilingue
RÉMUNÉRATION
Un salaire concurrentiel auquel s'ajoute une gamme complète d'avantages sociaux.

Veillez faire parvenir votre curriculum vitae à :
Les Industries Foresteel Inc.
9225, Henri-Bourassa E.
Montréal (Québec) H1E 1P6

RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE MONTRÉAL-CENTRE

OFFRE D'EMPLOI

recherche un(e) **CONSEILLER / CONSEILLÈRE**

Vous assumerez la gestion du programme de subventions destinées aux organismes communautaires (une centaine) qui oeuvrent dans le domaine du maintien à domicile.

Vous détenez un diplôme de premier cycle dans le domaine des sciences humaines ainsi qu'un minimum de trois ans d'expérience en gestion. Vos habiletés au niveau de l'animation de groupe, de la gestion budgétaire, de la conception de programmes, de la coordination de services et de la rédaction de rapports synthétiques sont recherchées. Celles-ci devront avoir été acquises au sein d'organismes dont les activités sont liées au domaine de la santé et des services sociaux. Nous sommes également intéressés par votre connaissance des organismes communautaires, de leurs valeurs et de leur culture organisationnelle. Les besoins des personnes en perte d'autonomie et des services existants devront vous être familiers.

Nous offrons une rémunération et des avantages sociaux conformes aux normes du réseau de la santé et des services sociaux ainsi qu'un contrat d'un an.

Les personnes intéressées sont invitées à présenter leur curriculum vitae en s'adressant au Service de la gestion des ressources humaines, Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre, 3725, Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X 3L9, au plus tard le 27 août 1993.

Seules les personnes dont la candidature est retenue recevront un accusé de réception.

DE MONTRÉAL-CENTRE

minéraux noranda inc.

Minéraux Noranda est le premier groupe diversifié d'exploitation minière, de smeltage et d'affinage au Canada. La Société compte 16 000 employés dans 23 mines et 10 usines métallurgiques à travers le monde et ses stratégies de communications internes et externes sont cruciales à notre personnel, nos clients et nos intervenants. Joignez-vous à une équipe de direction hautement professionnelle en qualité de...

DIRECTEUR DU SERVICE DES COMMUNICATIONS

Vous serez chargé de développer et coordonner une stratégie de communication pour la Société et ses entreprises associées, de fixer une même orientation qui favorise des buts communs et soutient les enjeux, les objectifs et les priorités stratégiques d'avenir de Minéraux Noranda.

Vous êtes un cadre chevronné et bilingue, occupant un poste de direction dans le domaine des communications, qui possède une vaste expérience en relations auprès des médias. Vous possédez de solides aptitudes en rédaction et vous avez l'esprit tactique. Votre sens des affaires vous permettra de comprendre la nature changeante et compétitive de notre industrie. Enfin, vos aptitudes et vos qualités interpersonnelles développées au sein d'une équipe seront les clés de votre succès.

Nous aimerions connaître comment vous pouvez contribuer à poursuivre les réalisations qui ont fait notre réputation et à respecter nos engagements en matière d'environnement. Écrivez-nous sous pli confidentiel à :

Minéraux Noranda Inc.
1, rue Adelaide Est
Bureau 2700
Toronto, Ontario
M5C 2Z6
a/s Zlata Savic

Minéraux Noranda Inc. souscrit au principe d'équité en matière d'emploi.

AMSCO Filiale de Amalloy

Aciers Amsco Inc. est une fonderie située à Joliette. Elle est présentement à la recherche d'une personne pour combler le poste suivant :

CONTREMAÎTRE DE PRODUCTION

Pour être considérée pour ce poste, la personne idéale doit nécessairement posséder un DEC en métallurgie et avoir au moins 3 à 4 ans d'expérience dans une usine.

Comme titulaire de ce poste, vous serez responsable du personnel de production ainsi que des techniques de fabrication et de productivité. Vous devrez donc apporter une solide contribution, particulièrement dans ces deux champs d'activité.

Toute candidature ne possédant pas les qualifications précitées seront rejetées.

La compagnie offre un salaire compétitif ainsi qu'une gamme complète d'avantages sociaux.

Si ce poste vous intéresse, expédiez votre C.V. au :
Directeur des ressources humaines
Aciers Amsco Inc.
620, rue Laval, Joliette (Québec)
J6E 5H2

Seules les personnes vues en entrevue recevront un accusé de réception.

La Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada est à la recherche d'une personne pour occuper le poste suivant :

AGENTE OU AGENT DE RECHERCHE

La personne recherchée devra être en mesure de s'occuper de divers dossiers dont :

- développement et coordination de projets;
- collecte d'information et analyse (données démographiques et socio-économiques);
- bonne connaissance des réseaux de collègues et d'universités;
- représentation et liaison auprès des secteurs de recherche des agences gouvernementales;
- production de textes divers (articles, comptes rendus, mémoires, etc.);

Qualifications
— Formation universitaire de premier ou de deuxième cycle (sciences sociales, administration publique, etc.);
— Expérience dans la gestion de projets;
— Excellentes aptitudes de communication écrite et orale (français et anglais), de même qu'en analyse et synthèse;
— Connaissance des enjeux touchant le développement des communautés francophones et acadiennes.

Salaire et avantages sociaux : selon l'échelle des conditions de travail en vigueur à la F.C.F.A. du Canada.

Entrée en fonction : le 20 septembre 1993.
Les personnes intéressées devront faire parvenir leur curriculum vitae d'ici le 26 août 1993 à : M. Marc Godbout, Directeur général, F.C.F.A. du Canada, 1, rue Nicholas, pièce 1404, Ottawa (Ontario) K1N 7B7

RESPONSABLE DES COMMUNICATIONS

Le Conseil de loisirs scientifiques de la région de Montréal, organisme sans but lucratif, est à la recherche d'un(e) responsable des communications.

La personne désirée sera en charge de la publicité et de la promotion du CLS, principalement des activités expo-sciences et Club des débrouillards. Elle sera également responsable de l'organisation et du développement des expositions de la grande région de Montréal.

Nous recherchons une personne dynamique, aimant travailler en équipe, prête à s'adapter à des horaires variables. L'expérience et les études en communications sont des atouts. La personne recherchée doit également posséder un véhicule.

Faire parvenir votre curriculum vitae avant le 27 août au
Conseil de loisirs scientifiques de la région de Montréal,
1905, rue de Cadillac
Montréal (Québec) H1N 2T4

EMPLOI À L'ÉTRANGER

Une compagnie qui se spécialise dans l'imprimerie de boîtes pliantes et d'imprimerie commerciale est à la recherche de candidats pour les postes suivants :

- Directeur des ventes
- Directeur de préparation et de montage

Les qualificatifs requis sont :
— 5 années d'expérience minimum
— Maîtriser l'anglais, parler et écrit
— Expérience d'avoir former et diriger des équipes

Adresser votre C.V. avec une photo format passeport si possible à l'adresse ci-dessous :

5357, De Castille
Montréal-Nord (Québec)
H1G 3E3

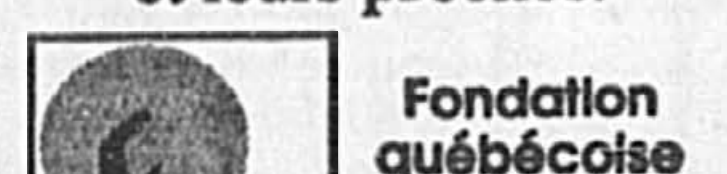
OFFRE D'EMPLOI

La Société Canadienne Overhead Handling Inc., fabricant de ponts roulants sur mesure, recherche candidat(e) pour un poste de

DESSINATEUR-CONCEPTEUR

en mécanique-structure et possédant au moins trois (3) années d'expérience avec les programmes AUTOCAD.
Veillez faire parvenir votre curriculum vitae au
801, rue Boivin
Boisbriand (Québec)
J7G 2J2

Pour améliorer la condition des personnes atteintes d'un cancer et leurs proches.



Fondation québécoise du cancer
2075, rue de Champlain
Montréal (Québec)
H2L 2T1
Tél.: (514) 527-2194

Une importante entreprise oeuvrant dans le domaine de la gestion des déchets est à la recherche de candidatures pour combler éventuellement le poste suivant :

DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION D'UN INCINÉRATEUR DE DÉCHETS MUNICIPAUX

La principale responsabilité qu'il aura à assumer est d'assurer la direction administrative et technique des opérations incluant notamment les tâches suivantes :

- Suivi et contrôle des opérations, veiller à la santé/sécurité des employés et à l'entretien et aux réparations des installations
- Suivi et contrôle des performances techniques, économiques, contractuelles et environnementales des installations en fonction du client et des exigences réglementaires

EXIGENCES
Seul(e)s les candidat(e)s bilingue(s) étant membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec et ayant au moins huit (8) années d'expérience en exploitation d'incinérateur (avec production de vapeur) seront considérés. Un baccalauréat (ou l'équivalent) en génie mécanique ou chimique sera considéré favorablement.

CONDITIONS
Cet emploi sera rémunéré selon la compétence et l'expérience du (de la) candidat(e). Ce poste est permanent et le lieu de travail se situe à Québec.

Toutes les demandes seront traitées confidentiellement. Toute personne intéressée à ce poste doit faire parvenir son curriculum vitae, d'ici le 28 août 1993 à :

M. P. Tremblay
Case postale 34119
8500, boul. Henri-Bourassa
CHARLESBOURG (Québec)
G1G 6P2

Université McGill
Directeur de projet en gestion de la santé

L'Université McGill, en collaboration avec l'Institut canadien pour la gestion des services de santé et l'École supérieure de médecine de Budapest, est à la recherche d'un directeur de projet qui sera responsable d'un programme de gestion de la santé. Ce programme a pour but d'offrir des enseignements de cycle supérieur aux cadres des hôpitaux et des services de santé hongrois. Le financement de ce projet qui débutera cet automne est assuré pendant un an et pourra être prolongé jusqu'à trois ans.

Membre du corps enseignant de l'Université McGill, le directeur de projet est responsable de sa gestion. Le titulaire sera basé à Budapest. Les enseignements seront donnés par des enseignants hongrois et canadiens sous l'égide du directeur de projet.

Il s'agit d'un poste aussi stimulant qu'astreignant. Le salaire est concurrentiel et le rang sera fonction des qualifications du candidat. Le directeur de projet doit avoir un grade de 2^e / 3^e cycle en gestion de la santé ou dans un domaine équivalent.

Veillez faire acte de candidature auprès du :
Docteur John Hoey
Pièce A 421
Hôpital Royal Victoria
687, avenue des Pins ouest
Montréal (Québec)
H3A 1A1
(Téléphone: (514) 842-1231, loc. 4132)

ADJOINT(E) ADMINISTRATIF(VE)

Le Centre communautaire juridique Laurentides-Lanaudière recherche les services d'un(e) adjoint(e) administratif(ve).

FONCTIONS :
Sous la responsabilité du directeur général, la personne choisie assumera le contrôle budgétaire, la supervision des tâches reliées à la comptabilité, aux comptes fournisseurs, au paiement des comptes des praticiens privés, la gestion des ressources financières et matérielles, la gestion des ressources humaines du siège social et la mise en application du régime d'avantages sociaux et la politique salariale applicables à l'ensemble du personnel des dix bureaux du Centre; elle aura la responsabilité de la gestion et du développement des réseaux informatiques des divers bureaux.

LIEU DE TRAVAIL : Saint-Jérôme.

EXIGENCES :
Baccalauréat en administration et cinq ans d'expérience pertinente ou dix ans d'expérience dans un poste semblable.

RÉMUNÉRATION :
Selon la politique établie par la Commission des services juridiques.

Veillez faire parvenir votre curriculum vitae et copie des diplômes obtenus avant le 31 août 1993, à 17 h à :

Me Pierre Langevin, directeur général
Centre communautaire juridique
Laurentides-Lanaudière
293, rue de Villemure, bureau 203
Saint-Jérôme (Québec)
J7Z 5J5

REPRÉSENTANT(E) DES VENTES MONTRÉAL

Important fabricant et distributeur de produits de sécurité, est à la recherche d'une personne ayant au moins cinq années d'expérience dans la vente de produits industriels. Elle est bilingue et dynamique et a le sens de l'organisation.

NOUS OFFRONS :
— Allocation d'automobile
— Salaire de base
— Commission

Faites parvenir, en toute confidentialité, votre curriculum vitae à :

LES ÉQUIPEMENTS DE SÉCURITÉ ARKON INC.
a / s de M. Pierre Guillemette
12814, rue Jean-Grou
Montréal (Québec)
H1A 3N5

Chargé(e) de compte

NCH Promotional Services propose aux détaillants, aux distributeurs et aux agences une gamme complète de services de promotion auprès des consommateurs. La qualité de nos services innovateurs nous vaut une excellente réputation dans les milieux d'affaires. Nous voulons combler un poste professionnel très intéressant à Toronto.

Vous serez essentiellement responsable de desservir et de développer notre clientèle dans les régions de Toronto et de Montréal.

Ce poste bilingue (français-anglais) exige 3 ou 4 ans d'expérience dans la vente ou le service ou dans la gestion des produits, de préférence dans le secteur des produits alimentaires et pharmaceutiques, ainsi que de fortes aptitudes de communication et une bonne capacité d'analyse. Le titulaire devra s'établir à Toronto.

Si vous possédez ces qualifications et si le poste vous intéresse, veuillez faire parvenir votre curriculum vitae en français et en anglais, au plus tard le 31 août, à l'adresse suivante : NCH Promotional Services, Ressources humaine, 160 McNabb St., Markham (Ont.) L3R 4B8

Nous souscrivons au principe de l'égalité d'accès à l'emploi.

Nous remercions tous les intéressés; nous ne contacterons cependant que les personnes dont la candidature nous intéresse.



REPRÉSENTANT(E) EN TÉLÉMARKETING BILINGUE

Gestetner division de NRG Inc. est un «leader» mondial en équipement de bureau comprenant une vaste gamme de photocopieurs, télécopieurs et duplicateurs.

Nous recherchons un(e) représentant(e) en télémarketing pour notre succursale de Montréal. Vous ferez partie d'une équipe de vente de fournitures de bureau, de promotion des produits et de recherche de prospects. Une clientèle bien établie vous offre la sécurité de l'emploi dans un excellent milieu de travail.

Si vous êtes dynamique et bien organisé(e), si vous aimez le défi et possédez un talent supérieur en communication téléphonique, veuillez faire parvenir votre curriculum vitae aux soins de :

Gestetner
Le plus important distributeur indépendant de produits de bureau au monde
M. Victor Clément
Gestetner, division de NRG Inc.
5475, rue Paré
Montréal (Québec)
H4P 1R4
Fax: 342-0613

CONSEILLÈRE EN PLACEMENT DE MAIN-D'OEUVRE

Bac approprié. Expérience pertinente en intégration au marché du travail pour femmes dans des occupations non traditionnelles. Connaissance du marché du travail montréalais. Capacité de concevoir et d'animer des ateliers de techniques de recherche d'emploi de groupe. Connaissance en informatique, un atout. Dynamisme et sens des relations publiques. Bilinguisme.

ENTRÉE EN FONCTION IMMÉDIATE.

CONSEILLÈRE EN MAIN-D'OEUVRE

Bac approprié. Expérience pertinente en intégration au marché du travail pour femmes dans des occupations non traditionnelles. Connaissance du marché du travail montréalais. Capacité de concevoir et d'animer des ateliers d'orientation professionnelle en groupe: «Intérêts», «Aptitudes», «Motivations», «Valeurs». Connaissance en informatique, un atout. Dynamisme, aptitude à motiver les gens. Bilinguisme.

ENTRÉE EN FONCTION IMMÉDIATE.

Prière d'adresser votre demande dans les plus brefs délais à :
FORMATION ELLE
Concours NT-2
et de la déposer à la réception du
3585, rue St-Urbain, Montréal (Québec) H2X 2N6

Econo-flashes

TÉLÉSYSTÈME émet des actions

Téléystème National et Téléystème Télécom — la société de portefeuille qui détient la participation de Téléystème National dans Téléglobe Inc. — ont indiqué hier que Téléystème Télécom venait de déposer auprès des commissions en valeurs mobilières un prospectus définitif, daté en 16 août, en vue du premier appel public à l'épargne qu'elle entend faire et par lequel elle entend vendre 1,2 million d'actions privilégiées à dividendes cumulatifs au prix de 25 dollars l'action. Le rendement prévu est de 7,75 p. cent par année, et, sous réserve du droit de rachat de Téléystème Télécom, les actions seront échangeables à partir du 5 octobre 1998 en actions ordinaires de Téléglobe à un prix qui équivaudra à 95 p. cent de leur valeur boursière au moment de l'échange.

Que fera le CHÂTEAU

Les Magasins Château veulent de retenir les services de Financo — une firme new-yorkaise spécialisée dans les fusions et acquisitions — pour définir la stratégie qui lui permettra de franchir une nouvelle étape de développement, écrivait hier l'entreprise dans un communiqué sans préciser quelle direction les Magasins Château entendent prendre dans l'avenir. Ceci intervenant au moment où la chaîne poursuit sa remontée, avec un bénéfice net de 1,7 million au deuxième trimestre (39 cents l'action), pour des ventes de 36,3 millions, contre une perte nette de 2,5 millions l'an passé au même trimestre. Pour le premier semestre, le bénéfice net s'est élevé à 2,1 millions (48 cents l'action), comparativement à une perte nette de 3,7 millions au même semestre l'année dernière. Le titre, en nette hausse, figurait parmi les plus actifs à la Bourse de Toronto, hier.

CASCADE Jonquière: une première

Cascades Jonquière, filiale de la Société Cascades Paperboard International, a officialisé hier, à l'usine même, l'obtention de son accréditation au programme de qualité international ISO 9002 par le QMI (Quality Management Institute). Première entreprise nord-américaine du secteur du carton multicouche à adhérer à cette norme reconnue internationalement, Cascades Jonquière emploie 215 salariés et produit annuellement 90 000 tonnes métriques de cartons plats destinés à la fabrication de contenants pour l'industrie alimentaire (restauration rapide), pharmaceutique, cosmétique et de boîtes d'emballage en micro-connelure.

Un nouveau produit de NORTHERN TELECOM

Northern Telecom a dévoilé hier son nouveau système de commutation, baptisé Magellan Gateway, qui permettra aux entreprises, aux établissements d'enseignement, aux câblodistributeurs, aux administrations publiques, aux compagnies de téléphone, etc., d'offrir de nouveaux services, à capacité et à débit élevés, de transmission de données, de la voix, d'images, d'images vidéo, etc. Produité dans le cadre d'un accord de développement et de marketing entre Northern et GTE Government Systems Corporation, le nouvel équipement s'inspire d'un système conçu par GTE pour les services fédéraux et la défense, et déjà utilisé par l'armée américaine.

HIGHLAND EXPRESS à vendre

Sans indiquer la raison de son geste, CP Camionnage, du groupe Canadien Pacifique, a annoncé au début de la semaine qu'elle mettait en vente sa division Highland Transport, de Markham, en Ontario. Aux dires du PDG de CP Express, M. Keith Robson, cela n'affectera aucunement les activités de CP Camionnage, ni le service à la clientèle, ainsi à ses clients éventuels.

ECUDOR explore

La Société minière Ecurid vient de lancer des travaux d'exploration sur deux de ses propriétés — Castignone et Bryson-Lynch — afin d'en évaluer le potentiel diamantifère, a fait savoir hier l'entreprise. D'une superficie de 65 kilomètres carrés, la propriété du Lac Castignone est située à quelque 200 km au nord-ouest de Shefferville, alors que Bryson est formée de 246 concessions minières réparties entre sept cantons de la région de Maniwaki.

Autre baisse de la capacité de REYNOLDS

Reynolds a fait savoir hier qu'elle allait réduire, temporairement, sa capacité de production d'aluminium de première fusion (par opposition à l'aluminium recyclé) de 88 000 tonnes métriques dans deux usines des États-Unis, ce qui représente 9 p. cent de sa capacité de production. Les installations concernées sont celles de Massena, dans l'État de New York, et deux groupes d'usines de Longview, dans l'État de Washington, dont 185 salariés seront touchés, contre 165 à l'usine de Massena. La mesure porte à 209 000 tonnes, ou 21 p. cent, la baisse temporaire de la capacité totale de production de Reynolds, qui est de 991 000 tonnes.

Croissance soutenue de l'Allemagne

Le gouvernement allemand prévoit une croissance réelle du PIB allemand d'environ 2 p. cent par an en moyenne de 1993 à 1997, d'après le plan de finances présenté au Parlement. « Le plan de finance fédéral de 1993 à 1997 » prévoit, dans le même temps, une inflation de trois pour cent, soit une croissance nominale de cinq pour cent. D'après le plan, les moteurs de la croissance seront l'exportation et les investissements. En Allemagne occidentale, la croissance réelle sera de l'ordre de 1,5 p. cent par an entre 1993 et 1997, soit une croissance nominale d'environ 4,5 p. cent. Ces prévisions s'appuient sur l'hypothèse d'une croissance importante à travers le monde et d'une hausse de la part de marché des exportateurs allemands. « La prévision est également fondée sur l'hypothèse d'une relative des investissements des entreprises stimulés par un regain de la confiance, une hausse des capacités d'utilisation et le besoin de modification de la structure du capital des entreprises », indique le plan du gouvernement.

Autres mises à pied chez VOLKSWAGEN

Volkswagen AG a confirmé hier qu'une réunion était prévue aujourd'hui entre la direction et le comité d'entreprise pour discuter de 3000 suppressions d'emplois supplémentaires d'ici à la fin de l'année. Le porte-parole de VW Peter Schlelein a précisé que VW visait un effectif de 100 000 salariés et 4000 stagiaires d'ici à la fin 1994. Entre le 31 juillet 1992 et le 31 juillet 1993, le nombre total d'employés, stagiaires non compris, est passé de 123 200 à 110 000. Jusqu'à présent, VW a officiellement prévu 20 000 suppressions d'emplois entre 1992 et 1994.

La BANQUE DU CANADA n'est pas infallible

La Banque du Canada a reconnu, hier, qu'il peut se glisser des erreurs dans l'indice des prix à la consommation publié par Statistique Canada. Mais ces erreurs sont tellement minimes (0,5 p. cent par année au maximum et souvent près de zéro) qu'elles ne faussent pas l'ensemble de la situation, a précisé la banque centrale dans son bulletin trimestriel. Un facteur de distorsion, par exemple, peut être le changement d'habitudes des consommateurs, dont Statistique Canada ne tient pas compte dans son panier de provisions mensuel. Le taux annuel d'inflation, en juin, a été de 1,6 p. cent.

HEWLETT-PACKARD: progression de 44 %

Hewlett-Packard Co, un des principaux groupes informatiques américains, a annoncé hier une progression de 44 p. cent de son bénéfice net au troisième trimestre de son exercice fiscal courant malgré un ralentissement du rythme d'augmentation des commandes. Pendant les trois mois de référence arrêtés au 31 juillet, Hewlett-Packard a réalisé un bénéfice net de 271 millions de dollars, contre un bénéfice net de 188 millions un an auparavant, sur un chiffre d'affaires en hausse de 23 p. cent à 4,04 milliards de dollars. Les derniers résultats trimestriels de Hewlett-Packard sont inférieurs aux attentes des analystes. En réaction, le titre Hewlett-Packard a clôturé en baisse de 1,38 \$ à 74 \$ US hier à Wall Street. Il avait perdu jusqu'à 3,88 \$ dans le courant de la séance avant de recouvrer une partie de ses pertes.

LES DEVISES

(PC) — Voici les taux des devises étrangères tels que fournis par la Banque de Montréal. Les cotes sont en monnaie canadienne.

Table of exchange rates for various countries including the US, UK, France, Germany, etc., with columns for currency, rate, and change.

CONTRATS À TERME DE LA BOURSE DE MONTRÉAL

Table of futures contracts for 3 and 1 month periods, including Canadian and international contracts.

LES OBLIGATIONS

Table of government bonds and corporate obligations from Canada and the US.

La bourse en bref

Summary of stock market performance for Montreal and Toronto, including volume, gains, and losses.

NEW YORK

Summary of stock market performance for New York, including volume and key indices.

TORONTO

Summary of stock market performance for Toronto, including volume and key indices.

DIVIDENDES

Table of dividend payments for various companies, including American Cyanamid, Alcan, etc.

LES METAUX

Table of metal prices for London and other markets, including copper, zinc, and aluminum.

L'OR

Text discussing gold prices and market trends, mentioning the London market and various gold-related companies.

L'ARGENT

Text discussing silver prices and market trends, mentioning the London market and various silver-related companies.

RAPPORT FINANCIERS EXPRESS

Table of financial reports for various companies, showing profits, losses, and revenues.

DENRÉES AGRICOLES

Text discussing agricultural commodity prices, including wheat, corn, and soybeans, and their market trends.

LE DOLLAR

Text discussing the Canadian dollar's performance, its value relative to the US dollar, and market expectations.

LA BOURSE DE TOKYO

Table of stock market performance for Tokyo, including volume and key indices.

ALBERTA

Table of stock market performance for Alberta, including volume and key indices.

TITRES AU COMPTOIR (DE TORONTO)

Table of over-the-counter stock prices for Toronto, including various individual stocks.

TITRES AU COMPTOIR (DE TORONTO)

Table of over-the-counter stock prices for Toronto, including various individual stocks.

TITRES AU COMPTOIR (DE TORONTO)

Table of over-the-counter stock prices for Toronto, including various individual stocks.

TITRES AU COMPTOIR (DE TORONTO)

Table of over-the-counter stock prices for Toronto, including various individual stocks.

TITRES AU COMPTOIR (DE TORONTO)

Table of over-the-counter stock prices for Toronto, including various individual stocks.

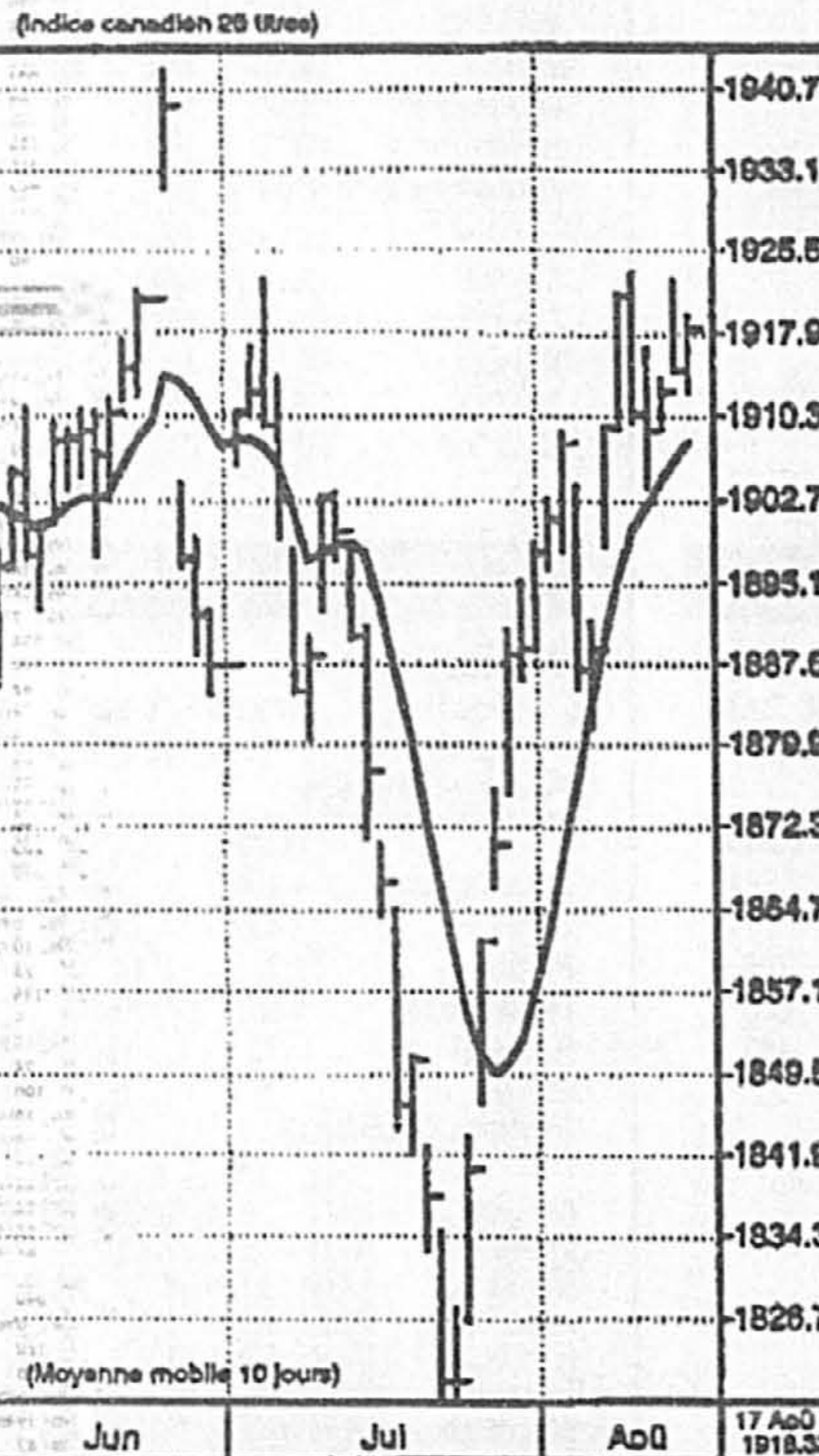
Advertisement for 'Une simple marche vers le Vidéoclub' featuring a VHS tape and promotional text.

Advertisement for 'Un arbre pour la vie 1993' featuring a tree and promotional text.

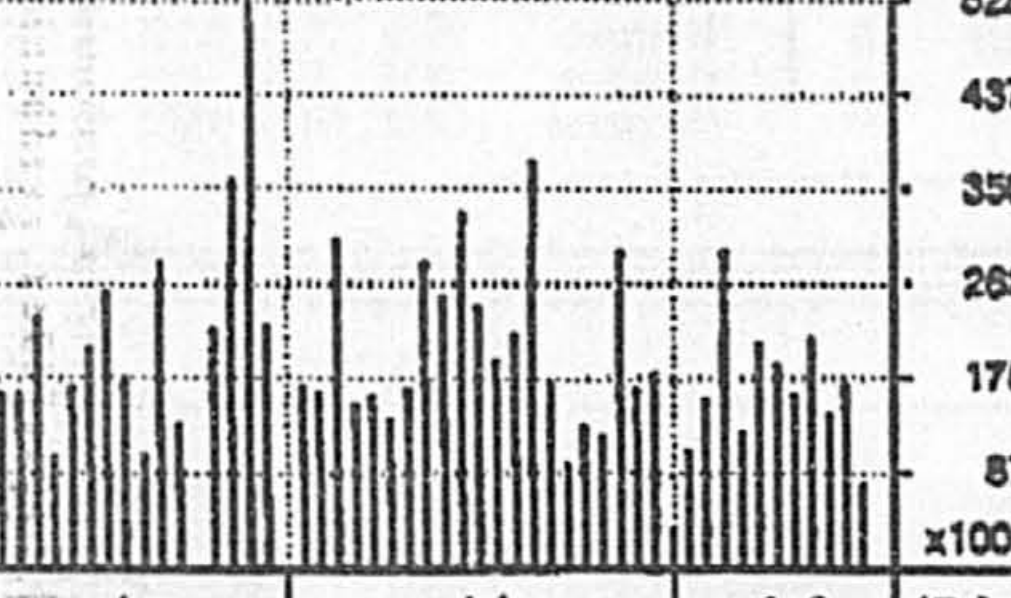
Advertisement for 'Soutenez la Maison du Parc' featuring a house and promotional text.

MONTREAL

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSE



Volume quotidien des transactions sur XXM 759151



INDICES DE MONTREAL

Table listing various market indices such as MARCHÉ CANADIEN (1918.33), MARCHÉ BANCAIRE (2430.27), HYDROCARBURES (1537.90), etc.

COMMENT LIRE LES COTES DE LA BOURSE

Les titres sont énumérés par ordre alphabétique de noms de compagnies. Seuls apparaissent les titres transigés au cours de la période.

Div (1) = Dividende par action sur une base annuelle. C/B (1) = Cours de l'action divisé par le bénéfice annuel par action.

EXPLICATION DES CODES

BOURSES DE MONTREAL ET TORONTO
p ou o = Titre assujéti à une réglementation spéciale.

BOURSES DE VANCOUVER

q = Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.

BOURSES DE NEW YORK ET AMEX

g = Dividende en dollars canadiens
e = Dividende extraordinaire.

Montreal - C

Table of stock prices for Montreal market, section C, listing companies like Brunco, Brunswick, CAC-IMC, etc.

Montreal - D

Table of stock prices for Montreal market, section D, listing companies like CAC-IMC, CAC-IMC, etc.

Montreal - E

Table of stock prices for Montreal market, section E, listing companies like ECHO, ECHO, etc.

Montreal - F

Table of stock prices for Montreal market, section F, listing companies like FORTIS, FORTIS, etc.

Montreal - G

Table of stock prices for Montreal market, section G, listing companies like GATX, GATX, etc.

Montreal - H

Table of stock prices for Montreal market, section H, listing companies like HAWK, HAWK, etc.

Montreal - I

Table of stock prices for Montreal market, section I, listing companies like ILLINOIS, ILLINOIS, etc.

Montreal - J

Table of stock prices for Montreal market, section J, listing companies like JACOB, JACOB, etc.

Montreal - K

Table of stock prices for Montreal market, section K, listing companies like KALFA, KALFA, etc.

Montreal - L

Table of stock prices for Montreal market, section L, listing companies like LAMAR, LAMAR, etc.

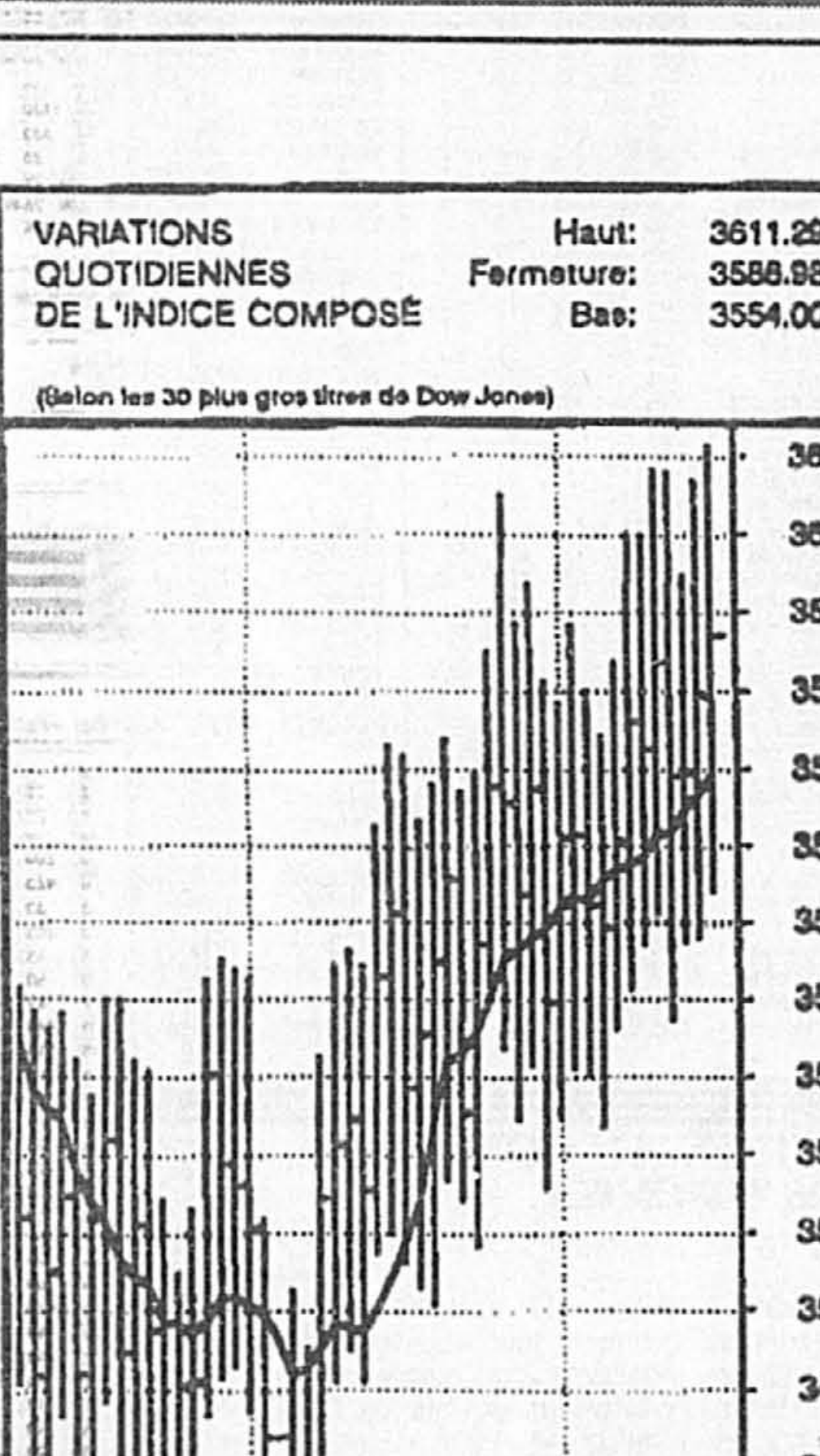
Montreal - M

Table of stock prices for Montreal market, section M, listing companies like MARIAN, MARIAN, etc.

Montreal - N

Table of stock prices for Montreal market, section N, listing companies like NACOM, NACOM, etc.

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSE



Volume quotidien des transactions sur le DJI 25571000

INDICES DE NEW-YORK

Table listing various market indices such as COMPOSÉ (251.29), INDUSTRIEL (297.99), TRANSPORTS (262.79), etc.

New York - A

Table of stock prices for New York market, section A, listing companies like AAR, AAR, etc.

New York - B

Table of stock prices for New York market, section B, listing companies like BELL, BELL, etc.

New York - C

Table of stock prices for New York market, section C, listing companies like CBA, CBA, etc.

New York - D

Table of stock prices for New York market, section D, listing companies like DANA, DANA, etc.

New York - E

Table of stock prices for New York market, section E, listing companies like EGG, EGG, etc.

New York - F

Table of stock prices for New York market, section F, listing companies like FERR, FERR, etc.

New York - G

Table of stock prices for New York market, section G, listing companies like GATX, GATX, etc.

New York - H

Table of stock prices for New York market, section H, listing companies like HAWK, HAWK, etc.

New York - I

Table of stock prices for New York market, section I, listing companies like ILLINOIS, ILLINOIS, etc.

New York - J

Table of stock prices for New York market, section J, listing companies like JACOB, JACOB, etc.

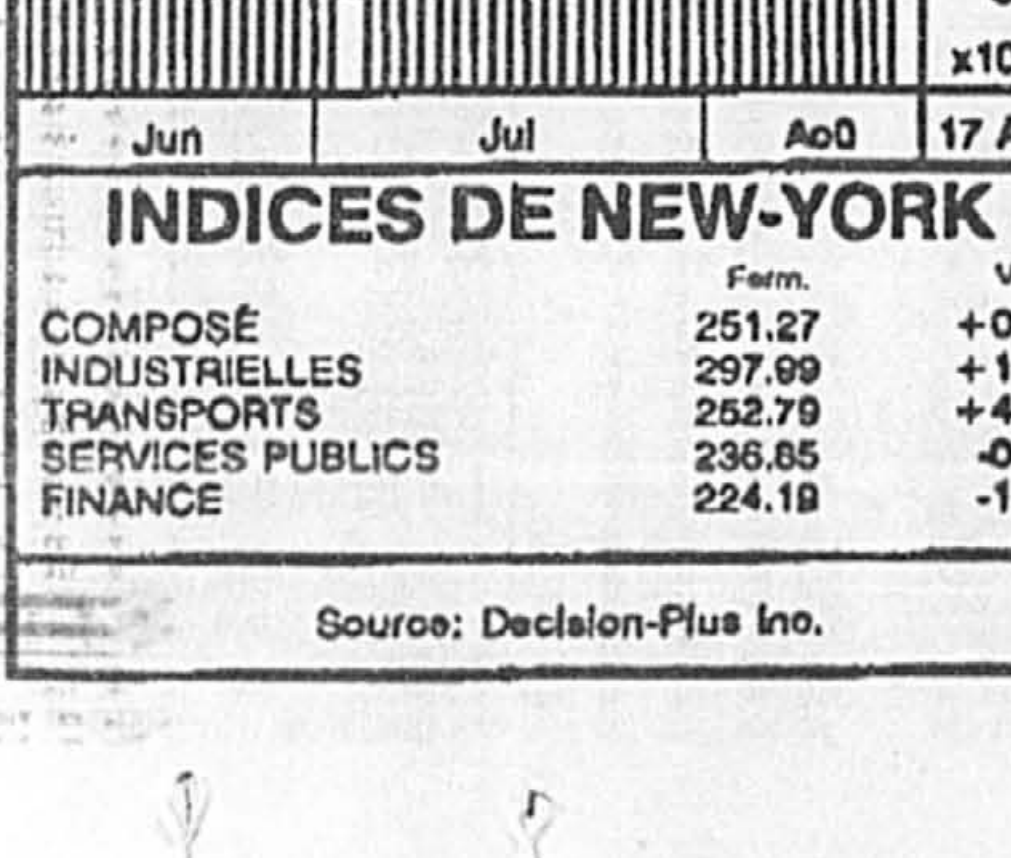
New York - K

Table of stock prices for New York market, section K, listing companies like KALFA, KALFA, etc.

New York - L

Table of stock prices for New York market, section L, listing companies like LAMAR, LAMAR, etc.

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSE



Source: Deacian-Plus Inc.

New York - M

Table of stock prices for New York market, section M, listing companies like MACOM, MACOM, etc.

New York - N

Table of stock prices for New York market, section N, listing companies like NACOM, NACOM, etc.

New York - O

Table of stock prices for New York market, section O, listing companies like OAKLAND, OAKLAND, etc.

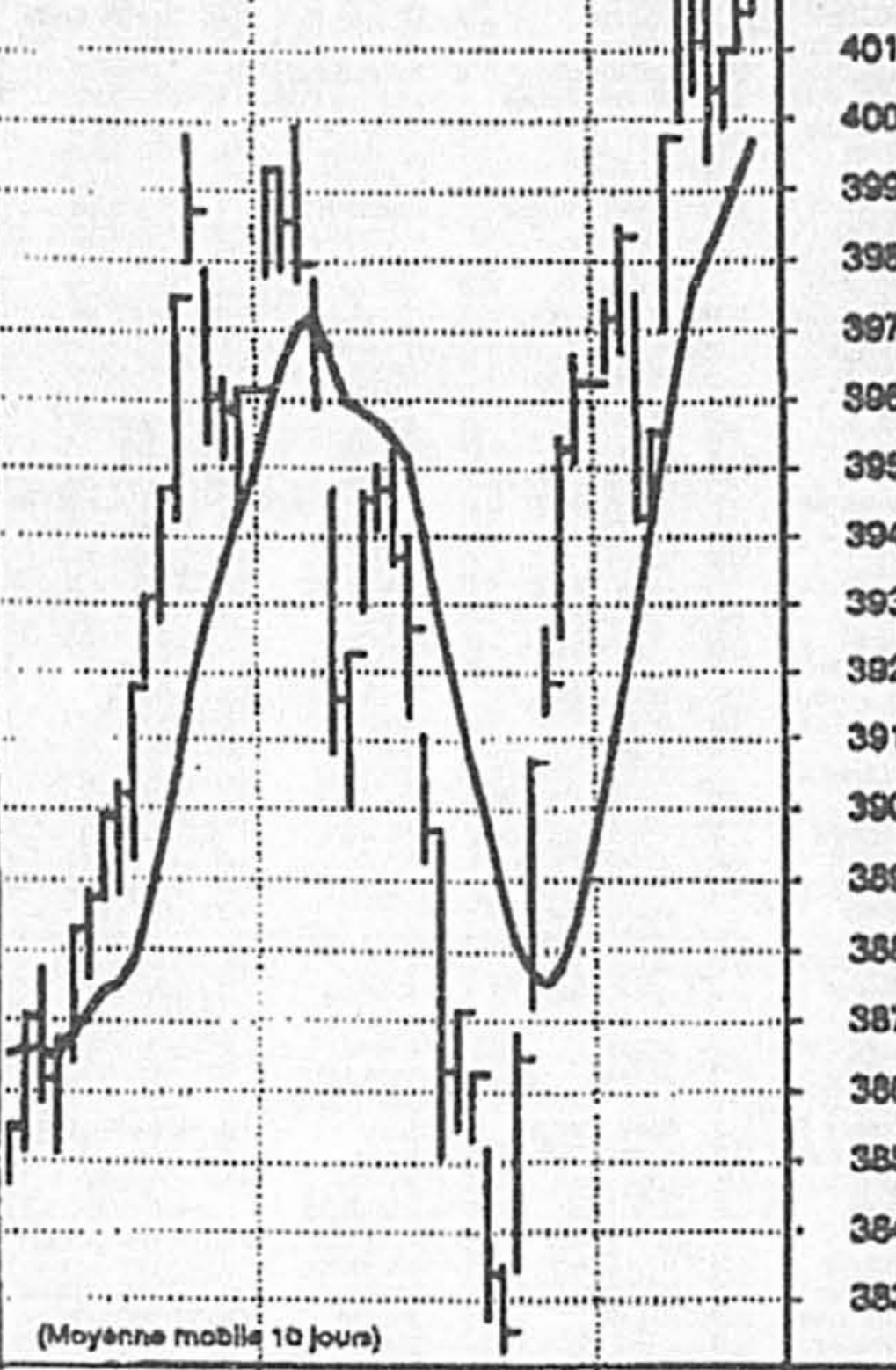
New York - P

Table of stock prices for New York market, section P, listing companies like PAPER, PAPER, etc.

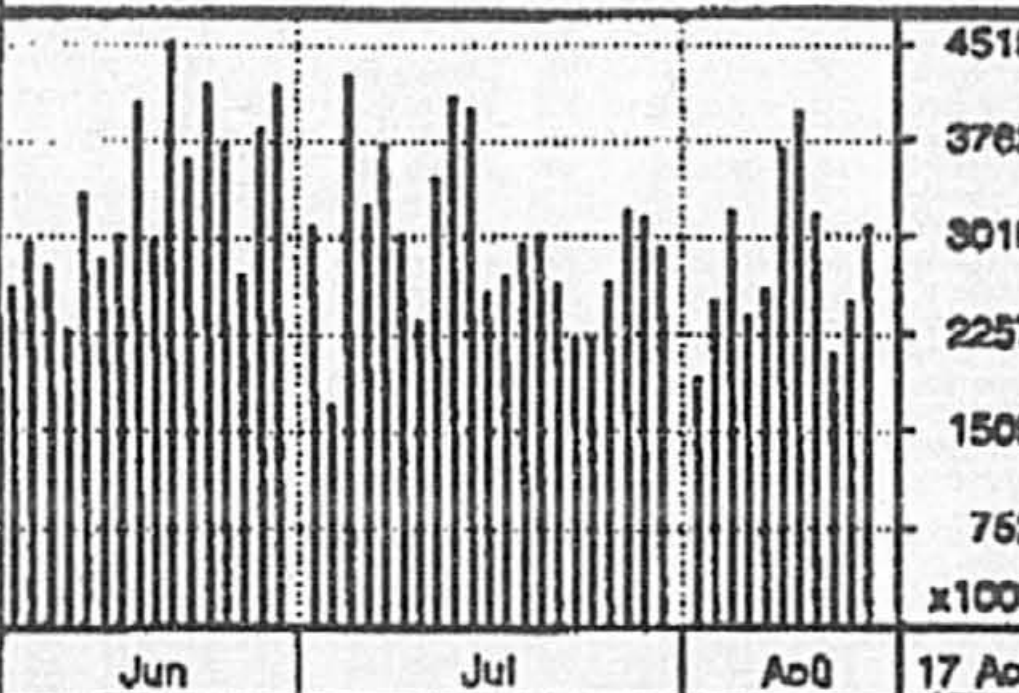
TORONTO

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

Haut: 4032.51 Fermeture: 4032.51 Bas: 4020.17



Volume quotidien des transactions sur le TSE 300



INDICES DE TORONTO: 300/COMPOSÉ, SERV. FINANCIERS, MINES ET MÉTAUX, PÉTROLE ET GAZ, INDUSTRIELLES, PAPIÈRES, PAPETERIES, CONSOMMATION, IMMOBILIER, TRANSPORT, PIPELINES, SERV. PUBLICS, COMMUNICATIONS, DÉTAIL, GESTION.

INDICE TSE 35: HAUT, FERMETURE, BAS, VOLUME.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, Borealis, and others.

Table of stock prices for various companies including Enbridge, Hydro-Québec, and others.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, Borealis, and others.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, Borealis, and others.

VOLUME: 18 500 000

INDICE GÉNÉRAL FERMETURE 870 25 - 12 04

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, Borealis, and others.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, Borealis, and others.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, Borealis, and others.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, Borealis, and others.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, Borealis, and others.

MARCHÉ DES OPTIONS - (Chicago)

Table of market options for Chicago, listing various stocks and their option prices.

NEW YORK

Table of market options for New York, listing various stocks and their option prices.

VANCOUVER

Table of market options for Vancouver, listing various stocks and their option prices.

OPTIONS TRANS-CANADA (transigees)

Table of Trans-Canada options, listing various stocks and their option prices.

FRUITS/LÉGUMES

Text listing prices for various fruits and vegetables, including carrots, blueberries, and tomatoes.

FONDS MUTUELS

Table of mutual funds, listing various fund names and their performance metrics.

INDICES SUR OPTIONS STANDARD & POOR A CHICAGO

Table of Standard & Poor's options indices for Chicago.

TITRES AU COMPTANT (de Montréal)

Table of securities listed on the Montreal exchange.

HEURES DE TOMBEE pour annonces classées régulières: Mardi au samedi 17 h 00 à 17 h 00 la veille de la parution. Dimanche et lundi 17 h 00 à 17 h 00 le vendredi précédent. Pour annonces classées encadrées: 48 heures avant parution.



INTERURBAIN SANS FRAIS: du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 17 h 30: 1 (800) 361-5013. ANNONCES COMMERCIALES: du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 17 h 30: 285-7000.

INDEX DES RUBRIQUES

Table listing various categories and their corresponding page numbers, including Real Estate, Services, and Classifieds.

IMMOBILIER

Main real estate listings section containing numerous ads for properties in various Montreal neighborhoods, including details on price, features, and contact information.

AVIS 800 Avis légers, appels d'offres, Avis divers, Communiqués.

DÉCÈS, PRIÈRES, REMERCIEMENTS 900 Remerciements, Prières, Décès.

SECTION ÉCONOMIE PROPOSITIONS D'AFFAIRES 700 Franchises, Services financiers, Argent demandé, etc.

À LOUER - CENTRE-VILLE 131 1 1/2, 2 1/2, 3 1/2, 4 1/2. Frais petit Ascenseur, Piscine, Sauna.

CHATEAU LAUZANNE 1 MOIS GRATUIT 2121 Juppier, mer Mont Awalter, 3 1/2, split level, Piscine, sauna, sundeck, garage, 933-3362.

DES PINS O. 1400 3 1/2, 4 1/2, 2 s/bains, piscine, sauna, vue, prc Mc Gill et hôpitaux, meubles ou non, 842-8041.

EMBASSY ROW 1545, Dr. Penfield, Edifice de prestige, 2 s/bains, piscine, saunas, 933-8500.

LE SHELBOURNE Centre-ville adossé Westmount, 1 mois gratuit, 3 1/2, 4 1/2, 5 s/bains, chauffage, air climatisé, 933-8500.

ÉTÉS-VOUS OUVREZ? Ces deux dessins ont en apparence identiques. En réalité, il y a entre eux HUIT petites différences.

VOIR SOLUTION À LA FIN DES ANNONCES CLASSÉES

Two identical drawings of a person sitting at a desk, used as a visual puzzle for the 'Étés-vous ouvrez?' advertisement.

Horoscope

LION du 23 JUILLET au 23 AOÛT
A la maison, ne négligez pas les tâches ménagères qui retardent. Vous en retirerez beaucoup de satisfaction personnelle et vous aurez l'amour en paix pour un certain temps.

VERGE du 24 AOÛT au 22 SEPTEMBRE
Faites un effort pour contacter vos amis et organiser une sortie en soirée. Accordez une attention spéciale à votre tenue vestimentaire afin d'attirer les regards sur vous.

BALANCE du 23 SEPTEMBRE au 23 OCTOBRE
Sur le plan émotif, votre journée sera marquée par des sentiments de culpabilité face à l'être aimé. Votre négligence et votre manque d'intérêt semblent avoir créé une distance dans votre relation.

SCORPION du 24 OCTOBRE au 22 NOVEMBRE
Les aspects planétaires sont excellents pour les courts voyages ou les déplacements. Vos manières sociables charmeront les gens que vous pourriez rencontrer.

SAGITTAIRE du 23 NOVEMBRE au 21 DÉCEMBRE
Les influences planétaires pourraient provoquer des effets négatifs sur votre vie émotive. Quelques commentaires et remarques auront des répercussions exagérées dans votre entourage immédiat.

CAPRICORNE du 22 DÉCEMBRE au 20 JANVIER
Réfléchissez avant de vous fixer des buts à long terme, car votre manque de planification pourrait nuire à leur réalisation.

VERSEAU du 21 JANVIER au 19 FÉVRIER
A la maison, vous aimerez beaucoup discuter sans tenir compte des sentiments et des réactions de ceux qui vous entourent.

POISSONS du 20 FÉVRIER au 20 MARS
Vous partagez la chance mais aussi les soucis de ceux qui vous aiment. Prenez la peine de penser sérieusement à certains problèmes qui doivent être solutionnés.

BELIER du 21 MARS au 20 AVRIL
Le natif de ce signe devra se méfier d'une personne qui promet la lune et qui peint la vie en rose. Faites preuve de prudence afin d'éviter de tomber dans un piège bien tendu.

TAUREAU du 21 AVRIL au 20 MAI
Vos capacités mentales et intellectuelles seront excellentes, mais vous ne devez pas les utiliser pour des causes impopulaires ou non conventionnelles.

GÉMEAUX du 21 MAI au 21 JUILLET
Profitez de vos loisirs pour pratiquer un sport afin de retrouver votre forme physique. Cependant, assurez-vous de ne pas trop vous démenager, car vous risquez une blessure au genou ou au cou.

CANCER du 22 JUILLET au 22 AOÛT
Dans le domaine des sentiments, les astres inclinent vers la réconciliation et au changement d'attitude dans votre relation.

RÉPONSE À VOS QUESTIONS
Mon mari est né le 23 avril 1945 à Montréal, à 10h30. Quel est son Ascendant et que lui réserve l'avenir?

Atwater
L'EXCELLENCE, RIEN DE MOINS!
Un seullement MAGNIFIQUE PENTHOUSE
2 chambres sur 2 étages, 2 1/2 salles de bains.

CA, C'EST MONTREAL
Si vous recherchez la réponse à une question se rapportant à l'astrologie, il suffit d'écrire à VOTRE HOROSCOPE.

IMMOBILIER

131 A LOUER CENTRE-VILLE
DOMAINE PRÉVILÉ
St-Lambert
1 an de loyer gratuit sera gagné par un de nos 40 prochains locataires.

Vous êtes libre?
Nous aussi!
Le Château Neuf
1645 De Maisonneuve O.
Près du métro Guy - Concordia

EN VOULEZ-VOUS POUR VOTRE ARGENT?
VOICI LA RÉPONSE:
STUDIOS À 3 CHAMBRES
CLIMATISÉS/MOQUETTE
PORTIER 24 HEURES/24

TERMINUS!
Partir de partout, arriver à bon port, à toute heure et à l'heure; vous allées et venues de l'île en autobus finissent toujours bien.

Le Rockhill
Le Rockhill
4858, Côte-des-Neiges
W19S3E73 R 131

LE PRESTIGE ET CONFORT
le Regency
La renommée du centre-ville
Appartements extra spacieux
Portier 24 heures

QUAND IL FAUT CE QU'IL Y A DE MIEUX!
Luxueux studios et suites de 1 ou 2 chambres
Emplacement de choix près du métro et des magasins

2021 Atwater
L'EXCELLENCE, RIEN DE MOINS!
Un seullement MAGNIFIQUE PENTHOUSE
2 chambres sur 2 étages, 2 1/2 salles de bains.

CA, C'EST MONTREAL
Si vous recherchez la réponse à une question se rapportant à l'astrologie, il suffit d'écrire à VOTRE HOROSCOPE.

IMMOBILIER

131 A LOUER CENTRE-VILLE
METRO SHERBROOKE
1 1/2, 3/4, 4 1/2 juste au-dessus de métro, couramment élect. de conditionnement, chauffage, piscine, sauna, gardien en nuit.

131 A LOUER CENTRE-VILLE
PLACE DORCHESTER
GRANDS SPÉCIAUX
SUR 1 1/2, 2 1/2, 3 1/2 & 4 1/2

133 ILE DE MONTRÉAL
BOUL. ST-JOSEPH/BORDEAUX
1 1/2, 3/4, CHAUFFÉS
plancher, boiserie, buanderie, placiers refaits. Mols gratuit.

133 ILE DE MONTRÉAL
BOUL. ST-JOSEPH/BORDEAUX
1 1/2, 3/4, CHAUFFÉS
plancher, boiserie, buanderie, placiers refaits. Mols gratuit.

132 VIEUX MONTRÉAL
CARRE VIEUX, 6 1/2, 5 1/2, 4 1/2, 3 1/2, 2 1/2, 1 1/2, 1/2, 1/4
A HUNTSVILLE, 6 1/2, 5 1/2, 4 1/2, 3 1/2, 2 1/2, 1 1/2, 1/2, 1/4

133 ILE DE MONTRÉAL
SHOWDOWN à louer rue De Terrebouche
A LA SALLE, superbe grand 3 1/2, 2 1/2, 1 1/2, 1/2, 1/4

PLACE DU BOULEVARD
1 1/2, 2 1/2, 3 1/2
Cuisinière, réfrigérateur, complexe immobilier complètement à l'épreuve du feu.

MONTREAL
Près Outremont et Ville Mont-Royal
UN MOIS GRATUIT
1 1/2-2 1/2-3 1/2-4 1/2-5 1/2
249\$ à 373\$

RÉSIDENCE LINCOLN
1650, avenue Lincoln
Informez-vous de nos promotions.
3 1/2 499\$ / mois
2 1/2 429\$ / mois

METRO Berril, 4 1/2, neuf, foyer, stationnement, 949-1130, 697-9925
METRO Guy, condo 2 1/2, 997-2210
METRO Guy, condo 2 1/2, 997-2210

IMMOBILIER

133 ILE DE MONTRÉAL
BOUL. ST-JOSEPH/BORDEAUX
1 1/2, 3/4, CHAUFFÉS
plancher, boiserie, buanderie, placiers refaits. Mols gratuit.

133 ILE DE MONTRÉAL
BOUL. ST-JOSEPH/BORDEAUX
1 1/2, 3/4, CHAUFFÉS
plancher, boiserie, buanderie, placiers refaits. Mols gratuit.

133 ILE DE MONTRÉAL
BOUL. ST-JOSEPH/BORDEAUX
1 1/2, 3/4, CHAUFFÉS
plancher, boiserie, buanderie, placiers refaits. Mols gratuit.

133 ILE DE MONTRÉAL
BOUL. ST-JOSEPH/BORDEAUX
1 1/2, 3/4, CHAUFFÉS
plancher, boiserie, buanderie, placiers refaits. Mols gratuit.

133 ILE DE MONTRÉAL
BOUL. ST-JOSEPH/BORDEAUX
1 1/2, 3/4, CHAUFFÉS
plancher, boiserie, buanderie, placiers refaits. Mols gratuit.

133 ILE DE MONTRÉAL
BOUL. ST-JOSEPH/BORDEAUX
1 1/2, 3/4, CHAUFFÉS
plancher, boiserie, buanderie, placiers refaits. Mols gratuit.

133 ILE DE MONTRÉAL
BOUL. ST-JOSEPH/BORDEAUX
1 1/2, 3/4, CHAUFFÉS
plancher, boiserie, buanderie, placiers refaits. Mols gratuit.

133 ILE DE MONTRÉAL
BOUL. ST-JOSEPH/BORDEAUX
1 1/2, 3/4, CHAUFFÉS
plancher, boiserie, buanderie, placiers refaits. Mols gratuit.

133 ILE DE MONTRÉAL
BOUL. ST-JOSEPH/BORDEAUX
1 1/2, 3/4, CHAUFFÉS
plancher, boiserie, buanderie, placiers refaits. Mols gratuit.

METRO Berril, 4 1/2, neuf, foyer, stationnement, 949-1130, 697-9925
METRO Guy, condo 2 1/2, 997-2210
METRO Guy, condo 2 1/2, 997-2210

IMMOBILIER

133 ILE DE MONTRÉAL
BOUL. ST-JOSEPH/BORDEAUX
1 1/2, 3/4, CHAUFFÉS
plancher, boiserie, buanderie, placiers refaits. Mols gratuit.

133 ILE DE MONTRÉAL
BOUL. ST-JOSEPH/BORDEAUX
1 1/2, 3/4, CHAUFFÉS
plancher, boiserie, buanderie, placiers refaits. Mols gratuit.

133 ILE DE MONTRÉAL
BOUL. ST-JOSEPH/BORDEAUX
1 1/2, 3/4, CHAUFFÉS
plancher, boiserie, buanderie, placiers refaits. Mols gratuit.

133 ILE DE MONTRÉAL
BOUL. ST-JOSEPH/BORDEAUX
1 1/2, 3/4, CHAUFFÉS
plancher, boiserie, buanderie, placiers refaits. Mols gratuit.

133 ILE DE MONTRÉAL
BOUL. ST-JOSEPH/BORDEAUX
1 1/2, 3/4, CHAUFFÉS
plancher, boiserie, buanderie, placiers refaits. Mols gratuit.

133 ILE DE MONTRÉAL
BOUL. ST-JOSEPH/BORDEAUX
1 1/2, 3/4, CHAUFFÉS
plancher, boiserie, buanderie, placiers refaits. Mols gratuit.

133 ILE DE MONTRÉAL
BOUL. ST-JOSEPH/BORDEAUX
1 1/2, 3/4, CHAUFFÉS
plancher, boiserie, buanderie, placiers refaits. Mols gratuit.

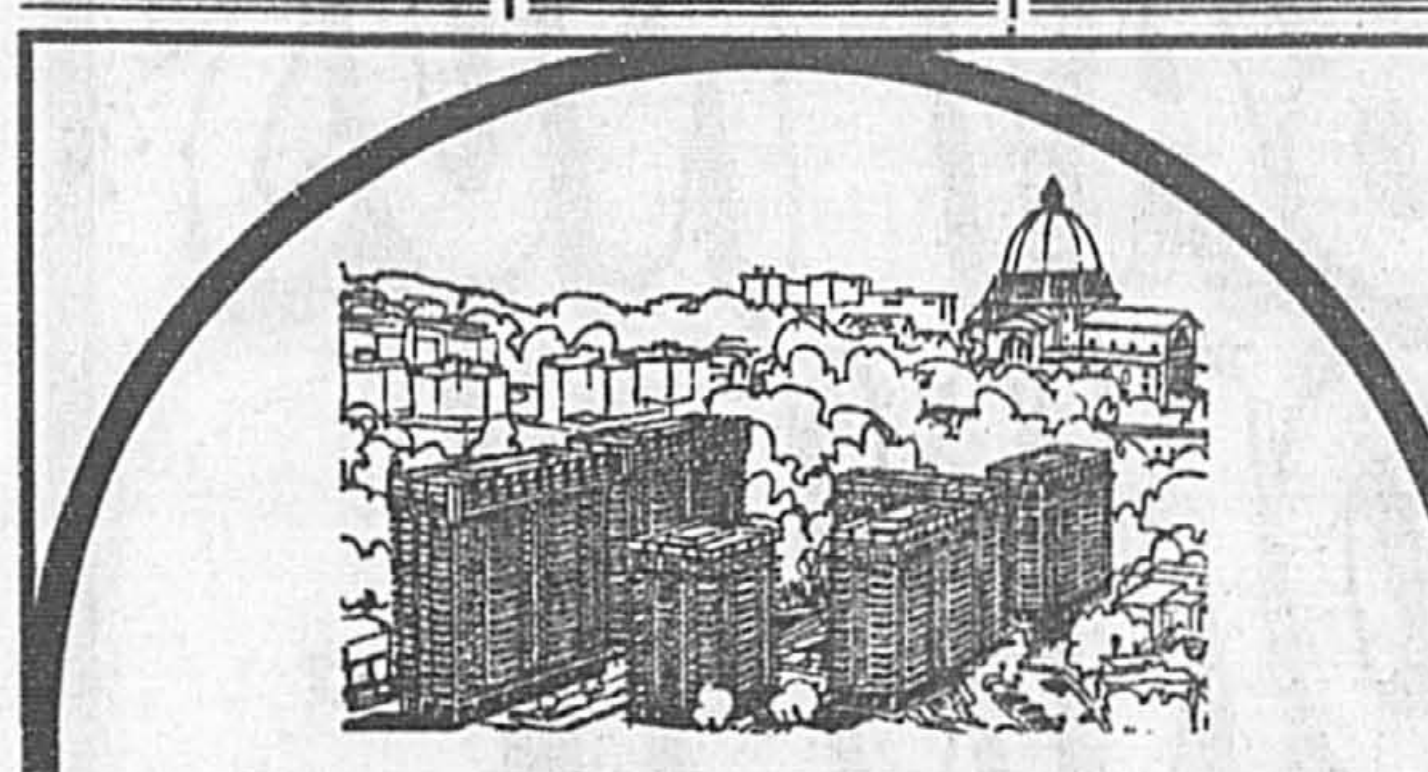
133 ILE DE MONTRÉAL
BOUL. ST-JOSEPH/BORDEAUX
1 1/2, 3/4, CHAUFFÉS
plancher, boiserie, buanderie, placiers refaits. Mols gratuit.

133 ILE DE MONTRÉAL
BOUL. ST-JOSEPH/BORDEAUX
1 1/2, 3/4, CHAUFFÉS
plancher, boiserie, buanderie, placiers refaits. Mols gratuit.

METRO Berril, 4 1/2, neuf, foyer, stationnement, 949-1130, 697-9925
METRO Guy, condo 2 1/2, 997-2210
METRO Guy, condo 2 1/2, 997-2210

IMMOBILIER

133 A LOUER ILE DE MONTRÉAL 133 A LOUER ILE DE MONTRÉAL 133 A LOUER ILE DE MONTRÉAL



La Vie... Lorsqu'on en veut davantage.

Avant de prendre une décision, ne manquez pas de venir au Rockhill. Nos représentants en marketing vous prépareront des prix de loyer spécifiques à vos besoins...

- Jusqu'à 3 mois gratuits
• Escompte sur le prix du loyer
• Programme pour le 3e âge
• Améliorations possibles
• Bail d'un an et plus

Pour informations, appelez Ginette 738-4704

Heures d'ouverture du bureau de location: Lundi au vendredi: 10 h à 18 h Samedi et dimanche: 12 h à 17 h

LE Rockhill

4858, Côte-des-Neiges (coin Decelles) 738-4704

PROMOTION SPECIALE

3445, Ridgewood Grands appartements 4 1/2 pièces dans un édifice luxueux au bord de la montagne. 343-0484 / 989-9909

3730, Queen Mary Grands appartements de 5 1/2 pièces chauffés, tout équipé près Université de Mt et métro. 989-9909

Avis

La Presse se réserve le droit de refuser l'insertion de toute annonce contraire aux normes et traditions établies dans notre société.

133 A LOUER ILE DE MONTRÉAL 133 A LOUER ILE DE MONTRÉAL 133 A LOUER ILE DE MONTRÉAL

APPARTEMENTS 1-2-3 c. à c. Occupation immédiate. 2 mois de loyer gratuits. 288-8000

Le Saguenay Le Tadoussac au cœur de l'action! 844-4228 844-7051

ÉTUDIANTS ÉTUDIANTES Le Rockhill 738-4704 LE ROCKHILL 4858, Côte-des-Neiges

133 A LOUER ILE DE MONTRÉAL 133 A LOUER ILE DE MONTRÉAL 133 A LOUER ILE DE MONTRÉAL

1 1/2 Une pièce éclairée Une cuisine design Un frigo sans grille Une cuisinière Un débarras Un balcon Une salle d'exercice Une piscine intérieure Deux saunas Un bain tourbillon Une baignoire en béton Un arêt d'autobus à la porte Alôve - 3 1/2 disponibles

place Cavendish 2525 Cavendish 1 1/2 à 4 1/2 380 \$ à 785 \$

MONTREAL-OUEST 133 A LOUER ILE DE MONTRÉAL 133 A LOUER ILE DE MONTRÉAL 133 A LOUER ILE DE MONTRÉAL

133 A LOUER ILE DE MONTRÉAL 133 A LOUER ILE DE MONTRÉAL 133 A LOUER ILE DE MONTRÉAL

MONTREAL-OUEST 133 A LOUER ILE DE MONTRÉAL 133 A LOUER ILE DE MONTRÉAL 133 A LOUER ILE DE MONTRÉAL

MONTREAL-OUEST 133 A LOUER ILE DE MONTRÉAL 133 A LOUER ILE DE MONTRÉAL 133 A LOUER ILE DE MONTRÉAL

MONTREAL-OUEST 133 A LOUER ILE DE MONTRÉAL 133 A LOUER ILE DE MONTRÉAL 133 A LOUER ILE DE MONTRÉAL

133 A LOUER ILE DE MONTRÉAL 133 A LOUER ILE DE MONTRÉAL 133 A LOUER ILE DE MONTRÉAL

OUTREMONT 190 WILLOWDALE 3 1/2 Chaudière, poêle, frigo, ascenseur, concierge. 738-5663, 735-5311

OUTREMONT 5-25 VINCENT D'INDY 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2 Immediatement ou plus tard. 738-5663, 735-5311

SUITE des annonces classées à la page C4



André Montmorency De la ruelle au boulevard

me précipite vers le magicien pour lui souffler à l'oreille d'un ton plutôt paniqué: - T'as pas relevé la trappe. Ce fut le désordre total. La manette est actionnée d'un coup sex devant le public...

Un soir, les machinistes préviennent le magicien qu'il ne reste aucune de ces petites pastilles de papier qui provoquent l'explosion. Ce dernier ne s'affole pas et les rassure en disant qu'il a une autre solution...

Le numéro commence. Avec son briquet, le magicien enflamme l'essence et dès lors, nous sommes loin de la petite explosion inoffensive des soirs précédents. Les flammes montent un pied et demi dans les airs...

Le révais de jouer ce rôle depuis la fin des années 1950 alors que je l'avais vu avec Louis Seigner, au théâtre Saint-Denis, pendant une tournée de la Comédie-Française.

Je comptais beaucoup sur les danseurs qui feraient partie de la distribution pour m'aider à réaliser ce projet. A cette première lecture, j'encaisse ma première déception: presque tous les membres mâles de cette compagnie de danse sont mariés et père de jeunes enfants...

Monsieur Jourdain

Été 1986. «Écoute, Jean-Baptiste, c'est officiel, je serai pas meilleur que toi, mais je vais être meilleur que tous ceux qui l'on joué après toi, par exemple... Ah, pis une autre chose, arrange-toi pour pas que j'aie le trac le soir de la première. Pis viens donc faire un tour, j'aimerais ça savoir ce que t'en penses...»

Pendant ces répétitions, j'étais à une période de ma vie très-à-la-recherche-de-quelque-chose-de-nouveau. Je sortais de mes quatre années de psychothérapie. En plus de l'attrait pour le rôle, j'avais accepté de m'exiler à Québec pour fuir la réalité montréalaise...

6 Jean-Baptiste Jean-Philippe et Patrick

LEMÉAC Éditeur 1124, rue Marie-Anne Est, Montréal H2J 2B7



Pas besoin d'être membre!

RÉNO-DÉPÔT
L'ENTRÉPÔT
DE LA RÉNOVATION

PERSONNE NE BAT NOS PRIX... PERSONNE!

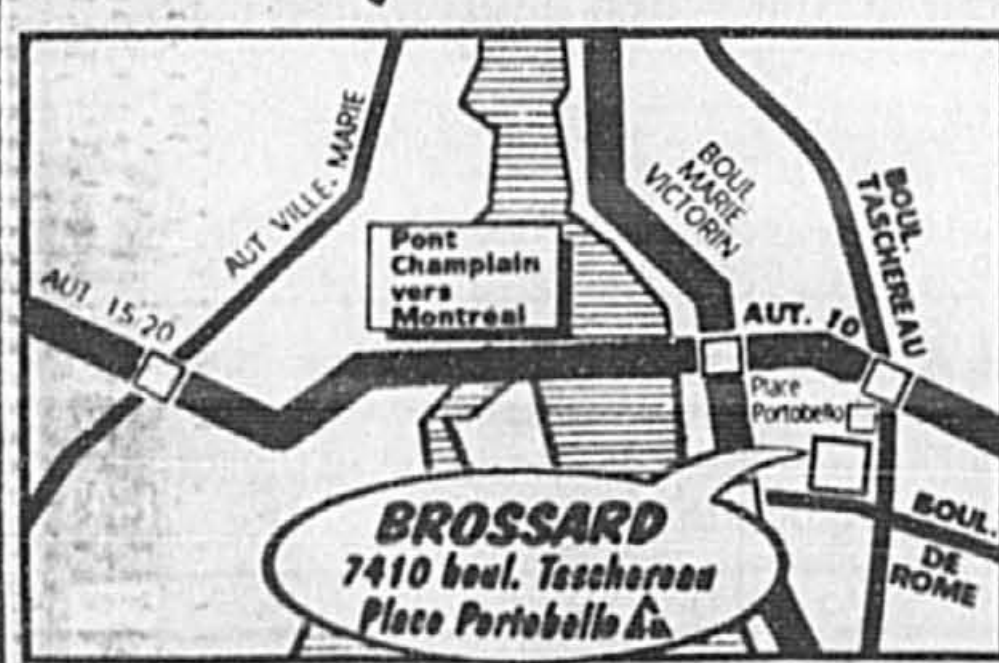


DÈS LE PREMIER JOUR,
ON S'EST ENGAGÉ À VOUS OFFRIR
LES PLUS BAS PRIX SUR ABSOLUMENT
CHACUN DE NOS 35 000 PRODUITS.
SI NOS CONCURRENTS ESSAIENT DE VENDRE UN
PRODUIT MOINS CHER QUE NOUS...
ON LES BATTRA ENCORE!
C'EST AUSSI SIMPLE QUE ÇA!

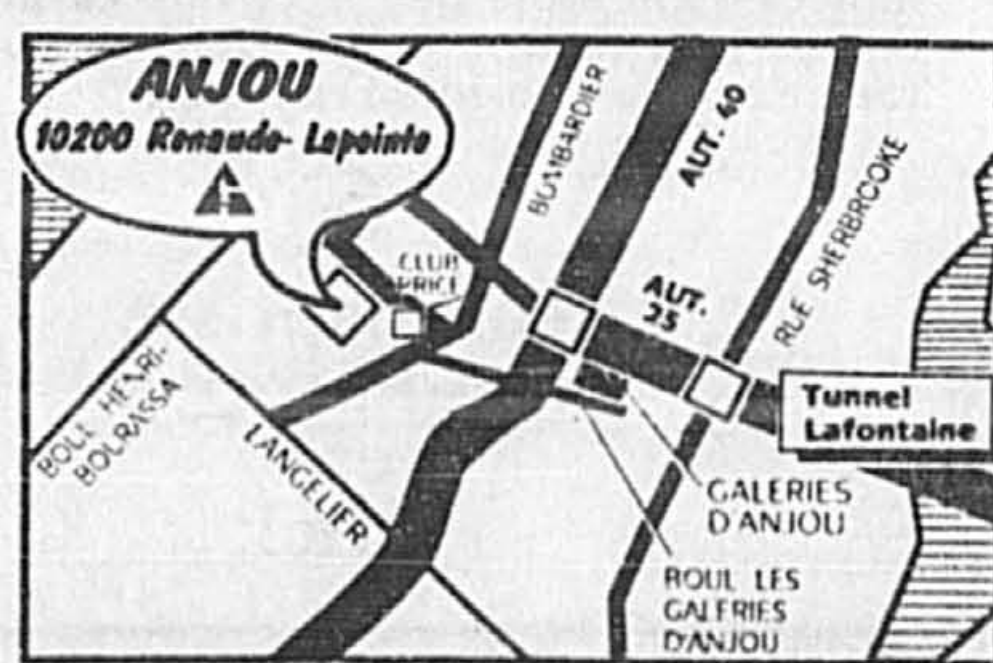
ON A TOUJOURS LE DERNIER MOT!
SI JAMAIS VOUS TROUVEZ UN ARTICLE
IDENTIQUE À PLUS BAS PRIX AILLEURS, AVEC
PREUVE À L'APPUI, NOUS VOUS L'OFFRIRONS
AU MÊME PRIX QUE NOTRE CONCURRENT,
MOINS 10% SUR-LE-CHAMP...
C'EST GARANTI!

ARTICLE	PRIX MATCO (CIRCULAIRE DU 15 AOÛT)	PRIX RÉNO-DÉPÔT IMBATTABLES JOUR APRÈS JOUR	ARTICLE	PRIX MATCO (CIRCULAIRE DU 15 AOÛT)	PRIX RÉNO-DÉPÔT IMBATTABLES JOUR APRÈS JOUR
MINUTERIE D'EXTÉRIEUR NOMA N1507 (109635)	36 ⁹⁹	34 ⁹⁸	AGRAFEUSE T-50M ARROW (103297)	19 ³¹	18 ³¹
ISOLANT FIBERGLAS R31 X 16" (112520)	20 ⁵⁴	19 ⁶⁰	PANNEAU DE MASONITE BLANC PERFORÉ 4' X 8' X 1/4" (149969)	16 ³⁵	15 ⁵⁴
ÉCHANGEUR D'AIR VENMAR EA 20200 (146525)	\$345	\$325	CONTREPLAQUÉ 4' X 8' X 5/8" BEAU 1 CÔTÉ (148980)	32 ⁵³	30 ⁵³
POUBELLE D'EXT. RUBBERMAID 77L 2600-88 (143877)	9 ⁹¹	8 ⁹¹	BROUETTE PNEUMATIQUE POUR CONTRACTEUR (111588)	147 ⁴¹	\$140
ÉVIER DOUBLE MIROSTONE BLANC MH 200 (102076)	\$310	\$290	SOFFITE PERFORÉ EN VINYLE BLANC 10" X 9'8" (152375)	5 ⁶²	5 ⁴²
TUYAU FLEXIBLE BOFLEX 4" X 8' (146175)	5 ⁸⁹	5 ⁴⁸	COLLE BLANCHE LEPAGE 3L (110596)	17 ⁷²	16 ⁶³
CONTREPLAQUÉ D'ÉPINETTE SÉLECT 4' X 8' X 3/8" (148973)	13 ⁹⁴	13 ¹⁷	ROBINET BAIN/DOUCHE STYLE-LINE 3510 (114207)	43 ⁹¹	47 ⁹¹
CONTREPLAQUÉ D'ÉPINETTE SÉLECT 4' X 8' X 1/2" (148974)	17 ⁶⁴	16 ⁵⁸	PANNEAU ISOLANT EN FIBRE DE BOIS 4' X 8' X 7/16" NATUREL (148912)	5 ⁶³	5 ³⁶
CONTREPLAQUÉ D'ÉPINETTE SÉLECT 4' X 8' X 5/8" EMB. (148975)	21 ⁶⁸	20 ⁴²	COUTEAU TOUT USAGE OLFA L-2 (103356)	7 ⁷²	7 ¹⁸
PANNEAU DE COPEAUX DE PREMIÈRE QUALITÉ 4' X 8' X 1/4" (148904)	8 ⁸⁰	8 ²⁶	TUYAU DE VINYLE FLEXIBLE 3" X 8' POUR SÈCHEUSE (146181)	2 ⁵⁹	2 ⁴⁴
PANNEAU DE COPEAUX DE PREMIÈRE QUALITÉ 4' X 8' X 7/16" (148905)	10 ⁴⁰	9 ⁷⁷	ÉPINETTE N° 1 2" X 8" X 8' SÈCHÉE (148813)	5 ⁴⁶	5 ¹²
PANNEAU DE COPEAUX DE PREMIÈRE QUALITÉ 4' X 8' X 5/8" EMB. (148906)	17 ²⁵	16 ⁰⁸	ÉPINETTE N° 1 2" X 8" X 10' SÈCHÉE (148814)	6 ⁸²	6 ⁴⁰
SUPER ÉMAIL D'INT. FINI MÉLAMINE SICO BLANC, 3,7 L (146957)	29 ⁹⁹	27 ⁹⁸	MOULURE EN PIN JOINTÉ CADRAGE 2 1/8" X 14' (145724)	4 ⁶⁰	4 ³²
PEINTURE ANTIROUILLE TREMCLAD 4L BLANC (112415)	28 ⁹¹	27 ⁴¹	MOULURE EN PIN JOINTÉ PLINTHE 3 1/8" X 16' (145726)	7 ³⁰	5 ⁸⁴
ENGRAIS LIQUIDE POUR PELOUSE SPRAY & GREEN, 4 ÉTAPES (131125)	18 ⁹¹	17 ⁹¹	PORTE PLIANTE COLONIST 24" (111958)	38 ⁶¹	36 ⁶¹
PELLE RONDE AVEC MANCHE DE 42" (119178)	5 ³¹	4 ⁸⁷	PORTE PLIANTE COLONIST 30" (111960)	42 ⁴¹	39 ⁴¹
ÉVIER DOUBLE WESSAN 221 (120905)	134 ⁹⁹	\$128	PORTE PLIANTE COLONIST 32" (111961)	43 ⁸¹	47 ⁸¹
VENTILATEUR DE PLAFOND 52" AVEC LUMINAIRE HALOGENE (150699)	219 ⁹⁹	\$198	PORTE PLIANTE COLONIST 36" (111963)	46 ⁶¹	44 ⁴¹
DOUCHE MASSAGE TELEDYNE SM33 (154024)	40 ⁵¹	38 ⁵¹	PORTE PLIANTE EN LAUAN 24" (111830)	30 ⁸¹	28 ⁸¹
TUILE À PLAFOND ARMSTRONG 24" X 48" (116758)	2 ⁹¹	2 ⁸⁶	PORTE PLIANTE EN LAUAN 30" (111831)	35 ⁸¹	33 ⁸¹
POUBELLE SUR ROUES RUBBERMAID 1333-83 (143884)	16 ⁴¹	15 ⁴¹	PORTE PLIANTE EN LAUAN 32" (111832)	36 ⁹¹	34 ⁹¹
ENS. COUPE-FROID 3 MCX RCR 10070 (147940)	6 ²⁹	5 ⁸⁸	PORTE PLIANTE EN LAUAN 36" (111833)	39 ⁴¹	37 ⁴¹

Celui qui fait baisser le coût de la rénovation au Québec!



BROSSARD
De Montréal: Prenez le Pont Champlain, puis la sortie boul. Taschereau Ouest jusqu'au 7410 boul. Taschereau.
De l'autoroute 10: Prenez le boul. Taschereau Ouest jusqu'au 7410 boul. Taschereau.



ANJOU
De Montréal: Aut. 40 Est, sortie Langelier Nord, à droite sur Bombardier, à gauche sur Renaude-Lapointe jusqu'au 10200 Renaude-Lapointe.



▲ Chez Réno-Dépôt, on a toujours un oeil sur nos concurrents, afin de s'assurer que nos prix soient imbattables, jour après jour.

▲ Mais si jamais vous trouvez un article identique à plus bas prix ailleurs, avec preuve à l'appui, nous vous l'offrirons au même bas prix que notre concurrent, moins 10% sur-le-champ... c'est garanti!